



Janvier 2026

NUNATAK

REVUE D'HISTOIRES, CULTURES
ET LUTTES DES MONTAGNES

« Dans le silence de la nuit et dans le sombre
de la nuit il y a eu un village, un deuxième, un
troisième qui ont été alertés, et les plus éloignés
ont été les premiers debout ; et on s'habituaient à
l'ombre, et on s'apercevait dans l'ombre et on
se reconnaissait pour finir malgré l'ombre »

NUMÉRO 11

En couverture : Le bouquetin des Alpes est un animal trapu, campé sur des pattes robustes munies de sabots adhérents à la roche. Ses cornes légendaires peuvent atteindre 1 mètre chez les plus gros mâles et sont de taille plus modeste chez la femelle, appelée étagne.

NUNATAK

Dans une langue inuit, le terme *nunatak* désigne une montagne s'élevant au dessus des étendues gelées, où se réfugie la vie pour perdurer pendant l'ère glaciaire.

Cette revue se veut un support pour développer et partager nos critiques, depuis les régions montagneuses que nous habitons. Nous désirons aussi chercher des moyens de concrétiser notre opposition au monde tel qu'il se présente à nous, dévier du sentier balisé des flux de la marchandise et de l'autorité, nous attaquer à ce qui nous sépare les uns des autres, nous plonger dans les histoires que racontent les ruisseaux, les êtres, les arbres ou les rochers...

Janvier 2026

Prix librairie : 3 €

Prix libre partout ailleurs

Gratuit pour les prisonniers et prisonnières

*En couverture, carte postale, marque-page et sommaire : photos de Quentin Flipo
(quentinflipopro@gmail.com – Instagram : quentin_flipo)*

Illustrations de Rita : pages 3 et 5

**Si vous êtes intéressé·es
pour participer à la revue,**
vous pouvez vous mettre
en contact avec la rédaction !

Notre adresse mail
revuenunatak@riseup.net

Notre adresse postale

Nunatak

c/o La Lézarde

66 grand rue

30 270 Saint-Jean-du-Gard

Pour la distribution, il est possible
de commander des exemplaires en
envoyant un courriel à
revuenunatak-diffusion@riseup

**Tous les numéros ainsi que des articles
audio** sont consultables en ligne et
téléchargeable gratuitement sur
revuenunatak.noblogs.org

Contactez nous si vous souhaitez que l'on vienne
faire des présentations de la revue par chez vous !

*Bien que notre adresse postale se situe dans les Cévennes,
la rédaction est disséminée entre les Alpes, les Pyrénées, les Vosges, etc.*

*Nous remercions toutes les personnes qui ont participé
à l'élaboration et à la diffusion de cette revue.*



ÉDITO

2

LE PAIN, LE SEL ET LE CŒUR

6

VOYAGE DANS LES MONTAGNES ALBANAISES
À LA DÉCOUVERTE DU KANUN

RAVIVER LA FLAMME

16

DE QUOI PARLE-T-ON QUAND ON PARLE D'ÉCOBUAGE ?

LES JEUX SONT FAITS, RIEN NE VA PLUS!

24

JO D'HIVER DE 2005 À 2030 : 25 ANS DE LUTTES ALPINES

PAIX AUX HOMMES, GUERRE AUX

PAPIERS!

38

EXTRAIT DU ROMAN *LA GUERRE AUX PAPIERS*
DE CHARLES-FERDINAND RAMUZ

CE BARRAGE NOUS FOUT LA RAGE

44

RÉCIT D'UNE LUTTE VICTORIEUSE EN HAUTE-LOIRE

CONFUSION PAYSANNE

55

DISCUSSION SUR LES LUTTES DANS LE MONDE AGRICOLE



ÉDITO

S'arrêter un temps, se poser « chez soi », rentrer au bercail. S'asseoir ici ou là pour s'octroyer un bol d'air face à la conjoncture étouffante, tenter un élargissement des points de vue ou s'offrir un panorama critique.

Nous voilà parties pour une énième traversée de pleine nature, contre les aléas météo ou sociaux, toujours face aux vents, toujours au grand air des sommets ou depuis les fonds de vallées.

Néanmoins, à l'occasion de ce numéro, nous souhaitons prendre un point de départ plus intérieur. Loin de nous l'idée de vous exposer à nos psychés torturées en mal de développement personnel, nous voulions aborder la thématique non moins torturante qu'est celle du logement.

Que vous soyez affalé·es dans votre canapé ou que vous nous lisiez depuis votre hamac d'élagueur·euse, que vous entamiez cette revue au cœur d'un salon lumineux de votre maison passive et biosourcée, ou que vous surviviez dans des appartements chers et moisissés ou encore dans des caravanes brûlantes de saisonniers·ières : arpenter ces pages nécessite d'être bien installé·e. Or se loger n'est pas une simple question pratique mais bien l'assise de nos conditions concrètes d'existence.

Les luttes pour le droit au logement sont fécondes en milieu urbain. On s'indigne à juste titre des milliers de logements laissés vides à des fins de spéculation immobilière, on ouvre des squats et on organise des manifs contre les expulsions cyniques à la fin de la trêve hivernale. En milieu rural, la crise du logement est patente mais les oppositions peinent à s'organiser. Quelques autocollants fleurissent ici ou là : on y lit « Ici habitants en danger, espèce en voie de disparition ! + de 50 % de résidences secondaires ». Par rapport à la ville, les problématiques sont autres, les causes sont différentes et les modes d'actions divergent. Mais l'enjeu reste le même : se loger expose les individus à la violence des inégalités et des rapports de domination. La crise du logement, qui s'enracine depuis trente ans, atteint aujourd'hui une profondeur inédite. Cette crise, caractérisée par la pénurie de logements décents, a deux facettes : l'une est celle de l'offre qui se tarit, et l'autre est celle du coût supporté par les ménages, qui a doublé depuis les années 1970¹.

Lors des dernières présentations de la revue à Gap (05) ou à Sallanches (74), nous abordions la question épineuse des logements de villégiature, car le département des Hautes-Alpes est celui qui comporte le plus haut taux de résidences secondaires (plus de 50 %) et il excède les 80 % à Chamonix en Haute-Savoie. Cette tendance pourrait s'accroître dans les années à venir car le rouleau compresseur de l'organisation des Jeux olympiques d'hiver 2030 est en marche. Faire en sorte que les montagnes ressemblent

toujours plus à des parcs d'attractions, de divertissements variés et de tourisms protéiformes, c'est là encore que le bât blesse. La touristification en milieu rural entraîne à son tour une forme d'inoccupation indécente, celle des multipropriétaires qui s'accaparent des logements qu'ils n'utiliseront que quelques semaines par an, mettant ainsi en tension l'offre des habitats disponibles et faisant grimper, *in fine*, le coût des biens à louer ou à acheter. Un constat tout aussi vide de sens que les logements eux-mêmes.

La situation critique du logement est une réalité qui dépasse la dichotomie ville/campagne, car la difficulté de se loger, ou de se loger correctement, concerne et contraint des millions d'existences de tous horizons, des littoraux prisés aux rases campagnes, des centres-villes saturés aux belles montagnes. Nonobstant, habiter en ruralité comporte quelques spécificités qu'il convient d'évoquer ici. Celle par exemple de voir des villages s'éteindre à petit feu, faute de résidents à temps plein, entraînant dans leur sillage la disparition progressive des services publics, des écoles, des crèches ou encore des bistrotts. Ou celle, par ailleurs, de se voir proposer des locations saugrenues, consistant à devoir déguerpir deux mois dans l'année pour laisser la place aux propriétaires vacanciers ou aux séjours lucratifs de la saison. Nos compères urbain·es reconnaîtront bien là le processus d'« airbnbisation » de leurs quartiers, qui sévit partout en modulant drastiquement les environnements habitables mais déshabités.

Ces constats ont avivé des discussions insolubles au sein du comité éditorial, tandis que nous logions le temps d'un weekend dans le département du Tarn, qui fait parler de lui à cause des dynamiques proches de la « gentrification² » qu'il subit. Les avis fusaient à bâton rompu, au gré de la diversité de nos expériences, de lieux de vie et de parcours. Les uns pouvaient adopter un point de vue parfois ambivalent que l'on pourrait appeler un peu trop rapidement celui des « néos », ceux-là qui décident de poser leurs valises en campagne après s'être forgé·es en ville, et qui sont donc en partie responsables de l'augmentation du niveau de vie ou du caractère attrayant des nouvelles *places to be*. D'autres, issues de familles paysannes ou ouvrières agricoles, nourrissaient la discussion avec un autre regard, rappelant que les campagnes n'avaient pas attendu une énième vague d'installations, l'exode rural ou la désindustrialisation pour penser

2 Nous mettons ici des guillemets car le terme désigne un processus urbain. Les multiples installations de citadins venant se « mettre au vert » tout en voulant rester proches des métropoles induisent une transformation des profils socio-économiques des habitants, au profit de couches sociales supérieures, tout en augmentant le niveau de vie et la crise du logement, dans les petites villes et villages.

1 Inspection générale de l'Environnement et du Développement durable, igedd.developpement-durable.gouv.fr.



les problématiques du logement. Mais avant tout, nous refusons la simplification des trajectoires sociales qui ne sauraient s'universaliser. De fait, habiter des coins de campagne, parce qu'on y vient ou parce qu'on y reste, nous donne à vivre des réalités complexes, dont la possibilité parfois nulle, de se loger.

Là où les préfetures traquent les habitats « légers » grâce aux dénonciations d'honnêtes citoyens qui payent leurs impôts fonciers – comme dans le Tarn par exemple – les possibilités en logements « en dur » se font rares. Mais qui s'aventurerait à pointer du doigt Jean-Michel Ducoin, détenteur d'une maison « familiale », dont le poids des nombreuses vacances passées dans cet endroit depuis son enfance ne saurait être remis en question ? Ce profil de propriétaires aime à rappeler la légitimité de leur présence dans les villages, en participant parfois aux décisions politiques locales ou aux festivités, toujours en évoquant leur « autochtonie » initiale ou allant même jusqu'à invoquer le nom ou le sang. Peu importe qu'ils n'habitent pas ici, ces héritiers – volontiers condescendants – refusent d'être catégorisés comme des touristes. Paradoxalement, ils bénéficient de nos jours d'une meilleure réputation face à l'augmentation des investisseurs immobiliers novices ou expérimentés³. Loin d'être les seuls à capter les espaces ruraux, on peut aussi évoquer les *digital-workers* qui mènent une double vie entre agitation citadine et repos à la campagne, grâce à la généralisation du télé-travail. De l'optimisation foncière, documentée par des youtubeurs malins à destination des petits propriétaires, aux mannes financières gigantesques des promoteurs véreux, la maximisation du profit reste reine au pays des vacances et weekends prolongés.

Au Pays basque, la précarisation de l'habitat, liée à l'accaparement des logements en résidences secondaires ou en locations vacancières permanentes, a atteint un paroxysme et a donné lieu à des oppositions concrètes à l'initiative de la population. Une association de défense des habitant·es des quartiers populaires, à la logique syndicale, a obtenu des victoires concrètes depuis 2023⁴. Par exemple, il existe désormais « un règlement de compensation » destiné aux propriétaires de Airbnb, les obligeant non seulement à déclarer tout bien sur la plateforme, mais aussi à mettre, en parallèle, un autre logement équivalent en location non vacancière. Cette mesure a drastiquement freiné les changements de destination des logements. Elle a aussi inspiré une loi récente au niveau national autorisant les maires à réguler ce type de locations de courtes durées. Néanmoins, nous ne sommes pas dupes quant aux intérêts qu'ont les politiques publiques à se réveiller pour réguler le marché du logement dès lors que l'économie locale est menacée. Du côté breton, un collectif s'est constitué à Douarnenez pour formuler une critique du quotidien, lorsque l'on vit dans un endroit très prisé

par l'industrie touristique et très en vogue, en publiant un essai⁵ qui dénonce avant tout les effets pervers des intérêts privés qui précarisent les habitant·es.

Vivre à la montagne, voilà le fil qui nous relie. Vivre à la montagne, c'est vivre dans un cadre bucolique, grandiose et sauvage, pour les plus naïfs ou pour les éternels adeptes de la romantisation des cimes. Pour d'autres, c'est vivre au rythme abrupt des saisons touristiques qui font alterner vagues de submersion démographique et mornes périodes de désertification (parfois médicale, administrative, culturelle... mais aussi économique). Les difficultés de se loger à la montagne n'ont finalement pas grand-chose d'original dans un monde où la compétition fait loi. La course aux logements dans les villes, obligeant les candidats à falsifier leurs dossiers, devient de plus en plus stressante. Les marchands de sommeil sévissent dans les villages aux multiples volets fermés. La durée de recherche s'allonge, la distance entre le logement et le lieu de travail aussi. À la montagne ou ailleurs, vivre sous un toit décent ne devrait être ni une contingence, ni une errance. La crise du logement trouve sa source dans les logiques mortifères du capitalisme et de la propriété privée : l'accaparement des richesses au profit de minorités aisées, l'appauvrissement des exploités et toujours plus défavorisés.

Qu'il doit être délectable d'habiter un logement offrant une vue dégagée sur les montagnes enneigées. Qu'il doit être reposant de disposer d'un point de vue aéré et d'une vision lointaine. Pourtant, il nous semble bien plutôt que les perspectives s'amenuisent, que l'étau se resserre, que le panorama s'étrique. Tant celui du marché du logement en zones montagneuses que celui des moyens de lutter pour nos droits essentiels et pour nos conditions d'existence. Ainsi, c'est en adressant d'ultimes pensées révoltées à nos semblables qui vivent sans abri, à la rue, ou entre les quatre murs d'une prison, que nous ne nous alignerons pas avec les paroles de Chantal Thomas, qui écrivait « Le petit toit que forment les livres lorsqu'on les entrouvre, tranche tournée vers le ciel, est le plus sûr des abris⁶ ». Il en faudra des tonnes, de *Nunatak*, pour hisser des bâtisses où se loger décentement...

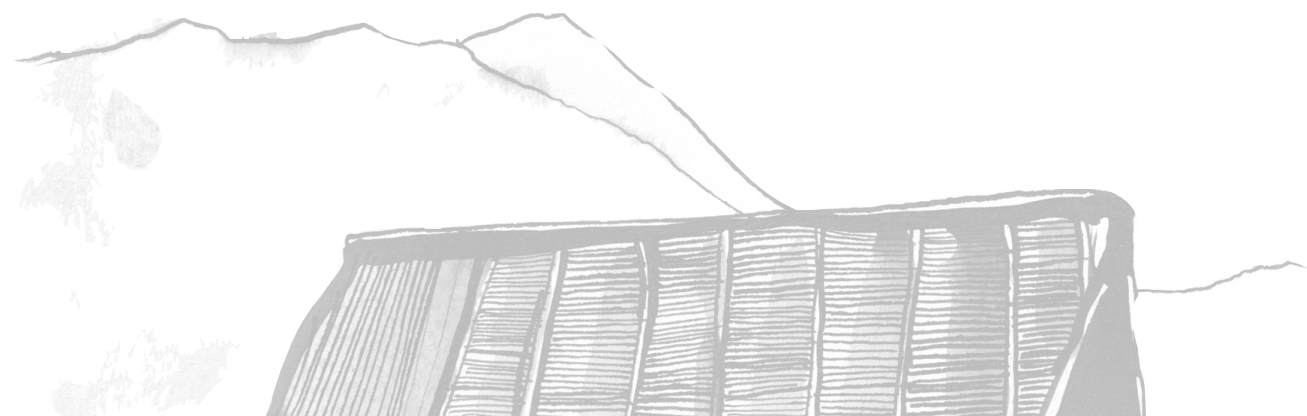
5 *Habiter une ville touristique. Une vue sur mer pour les précaires*, Collectif Droit à la ville Douarnenez, Éditions du commun, 2023.

6 Académicienne citée par Mona Chollet dans *Chez soi. Une odyssée de l'espace domestique*, Éditions La Découverte, 2016. Elle poursuit avec ambition, plus loin : « Je serais comblée si certains lecteurs pouvaient trouver dans les pages qui viennent, un abri de cette sorte. »

3 3,5 % des ménages détiennent 50 % des logements privés à la location, chiffre INSEE 2021.

4 En 2024, elle participe au procès victorieux contre Homies Holidays, une agence basée à Biarritz qui faisait signer à ses locataires, au moment de l'entrée dans le logement, leur préavis de départ au mois de juin pour pouvoir louer l'été à prix fort sur Airbnb. Une procédure d'appel est en cours.

CHISPA, « Autodéfense au Pays basque », *L'Empaillé*, Hiver 2025.



LE PAIN, LE SEL ET LE CŒUR

VOYAGE DANS LES MONTAGNES ALBANAISES À LA DÉCOUVERTE DU KANUN

Dans cet article, l'autrice s'intéresse au Kanun : le droit coutumier albanais. C'est un ensemble de règles, de normes et de principes de justice hérités du Moyen Âge, transmis oralement de génération en génération. Dans les régions montagneuses du Nord, le Kanun a établi les fondements d'une organisation sociale où l'honneur, la virilité, la parole donnée et la vengeance tiennent lieu de loi.

L'Albanie, après avoir passé des siècles sous le joug ottoman, a connu une dictature communiste sanglante. Depuis le début des années 90, ce pays cherche à rejoindre l'Union européenne. Sous la pression de Bruxelles, de profondes réformes ont été engagées : l'État a voulu affirmer sa rupture avec les pratiques « anciennes » en renforçant son rôle dans le cadre légal et punitif avec notamment la construction de prisons ou l'apparition de lois de lutte contre les discriminations. Mais la réalité du terrain contredit ces ambitions.

Ce récit de voyage vient interroger la justice française, comme justice moderne, que l'autrice connaît intimement pour s'y être confrontée en tant que victime mais aussi en tant qu'accusée. De quelles façons le regard occidental légitime les violences lorsqu'elles sont perpétrées par le système juridique européen et condamne celles produites par le droit coutumier, perçu comme archaïque ?

« *Le Rrafsh est la seule région d'Europe qui, tout en étant partie intégrante d'un État moderne – partie intégrante, j'y insiste, d'un État moderne européen, et non pas habitat de tribus primitives –, a rejeté les lois, les structures juridiques, la police, les tribunaux, bref, tous les attributs de l'État ; qui les a rejetés, tu m'entends, car il y fut soumis autrefois et les a reniés pour leur substituer d'autres règles tout aussi exhaustives, au point de contraindre les administrations des occupants étrangers successifs, puis, plus tard, l'administration de l'État albanais indépendant à les reconnaître et à laisser ainsi le plateau, soit près de la moitié du royaume, hors du contrôle de l'État.* »

Avril brisé – Ismail Kadaré

Le droit coutumier

Jeune adulte, j'ai découvert le Kanun en lisant le livre *Avril brisé* d'Ismail Kadaré¹. J'ai été intriguée par ce roman car il existait en Albanie un système parallèle à celui de la justice d'État, fort bien organisé dans les montagnes. Le Kanun appliquait la loi du talion selon des coutumes établies depuis des siècles et extrêmement codifiées. Ces lois coutumières basées sur des valeurs qui métaient lointaines régissaient beaucoup d'aspects de la vie quotidienne des montagnards, notamment la vie du village, l'accueil de l'étranger qui frappe à la porte et le respect de l'honneur à tout prix.

Au fil du temps, j'ai décidé de m'intéresser au Kanun. Je questionnais les Albanais·es que je rencontrais à Toulouse, à l'époque où nous ouvrons, avec un collectif, des squats pour les familles à la rue. Je trouvais peu de réponses, alors

j'ai poursuivi mes recherches. Ce que je comprenais vaguement c'est que le Kanun se résumait très souvent à la vendetta. Les règles qui régissaient autrefois les lois du sang semblaient, à l'heure actuelle, fondamentalement changées. Par exemple, le Kanun est censé protéger les femmes et les enfants des lois du sang. Cependant, des récits que je recueillais des familles exilées en France, les enfants pouvaient être en danger dans leur pays. Je rencontrai tard un soir de l'hiver 2018, assises sur un trottoir près de la gare, une grand-mère et sa petite-fille de 5 ans, originaires de la région de Dibra, qui avaient fui pour protéger l'enfant. La plupart des familles albanaises demandant l'asile en France sont déboutées², leur pays étant considéré comme sûr par l'Union européenne.

Dans la plupart des récits grand public modernes (livres, bandes dessinées, films, reportages), le Kanun est souvent limité à

1 Ismail KADARÉ, *Avril brisé* (1978), Fayard, 1982 (publié à Prishtina sous le titre original *Prilli i thyer*). L'histoire se déroule dans les années 1930, sous la royauté d'Ahmed Zogu. Elle met en scène un couple de jeunes mariés de Tirana dont le mari, écrivain, veut comprendre les mécanismes de la vendetta et du Kanun en se rendant dans la région montagneuse du nord de l'Albanie.

2 En 2016, l'Albanie était la première nation de demandeurs d'asile en France (devant l'Afghanistan et la Syrie). La population albanaise est une grande diaspora mondiale. Selon un rapport de Forum réfugiés datant de 2013, les demandes d'asile font suite à la vendetta, à des discriminations, à des violences domestiques ou à la traite des êtres humains.

la *gjakmarrja*, c'est à dire à la loi du sang (ou reprise de sang). La reprise du sang repose sur l'honneur. Si l'honneur d'une famille est souillé par une personne, alors un processus se met en place entre les deux familles impactées : pour laver son honneur il faudra tuer un homme de la famille adverse, qui à son tour devra venger le sang de sa famille. Ce cycle peut durer sur plusieurs générations. Le Kanun est avant tout oral, il date du ^{xv}^e siècle. Il a été transcrit en 1933 sous le nom de « Kanun de Lëke Dukagjin » et il en existe plusieurs versions régionales qui diffèrent assez peu. Dans le Kanun on trouve un chapitre dédié aux multiples raisons pour lesquelles l'honneur peut être souillé. D'autres chapitres tout aussi détaillés sont dédiés aux règles concernant l'église, la famille, la maison, la propriété, le droit pénal...

La *besa*, la parole donnée, est un accord explicite entre deux personnes ou familles qui mettent en jeu leur honneur. C'est aussi la trêve temporaire ou définitive qu'accorde la famille de la victime à la famille du tueur. Le seul espace qui protège de la *gjakmarrja* est la maison. Des fois une tour, la *kulla*, est construite dans le village et la famille y vit recluse pour protéger ses membres masculins de la vengeance. Si le tueur attend trop longtemps avant de passer à l'acte c'est aussi l'honneur de sa propre famille qui est en jeu. La pression se fait alors ressentir de tout côté. Le meurtre est lui-même très codifié, par exemple il ne peut avoir lieu devant sa femme et le tueur doit être présent aux obsèques de l'homme assassiné. C'est ainsi que des familles rivales

Extrait du Kanun de Lekë Dukagjini

Article 119

844. L'auteur de l'assassinat, dès le crime accompli, doit faire informer les parents de la victime pour que ceux-ci ne perdent pas la tête.

845. L'auteur de l'assassinat doit envoyer des gens pour demander la *besa*.

Article 121

851. La *besa* est une garantie de liberté et de sécurité que la famille de la victime donne à l'auteur du crime et à sa famille, qui assure qu'elle ne cherchera pas à se venger par les armes, pour une période précise.

Si la famille du mort refuse d'accorder la *besa* à l'auteur de l'assassinat, celui-ci et sa famille doivent rester enfermés.

s'entretuent et sont liées d'après les lois coutumières du Kanun. Pourtant, comme l'explique l'anthropologue Bardhoshi, « la vendetta n'est pas conçue comme une forme d'humiliation mais comme une forme de justice³ ».

De nombreux articles de chercheur·euses, d'historien·nes européen·nes ou albanais·es sont très critiques du Kanun. L'effroyable loi du sang qui continue d'exister pour des questions d'honneur est à l'origine de nombreux exils forcés, de claustration, de meurtres en chaîne, qui semblent totalement désuets dans une société capitaliste européenne auquel aspire le gouvernement du pays. Selon

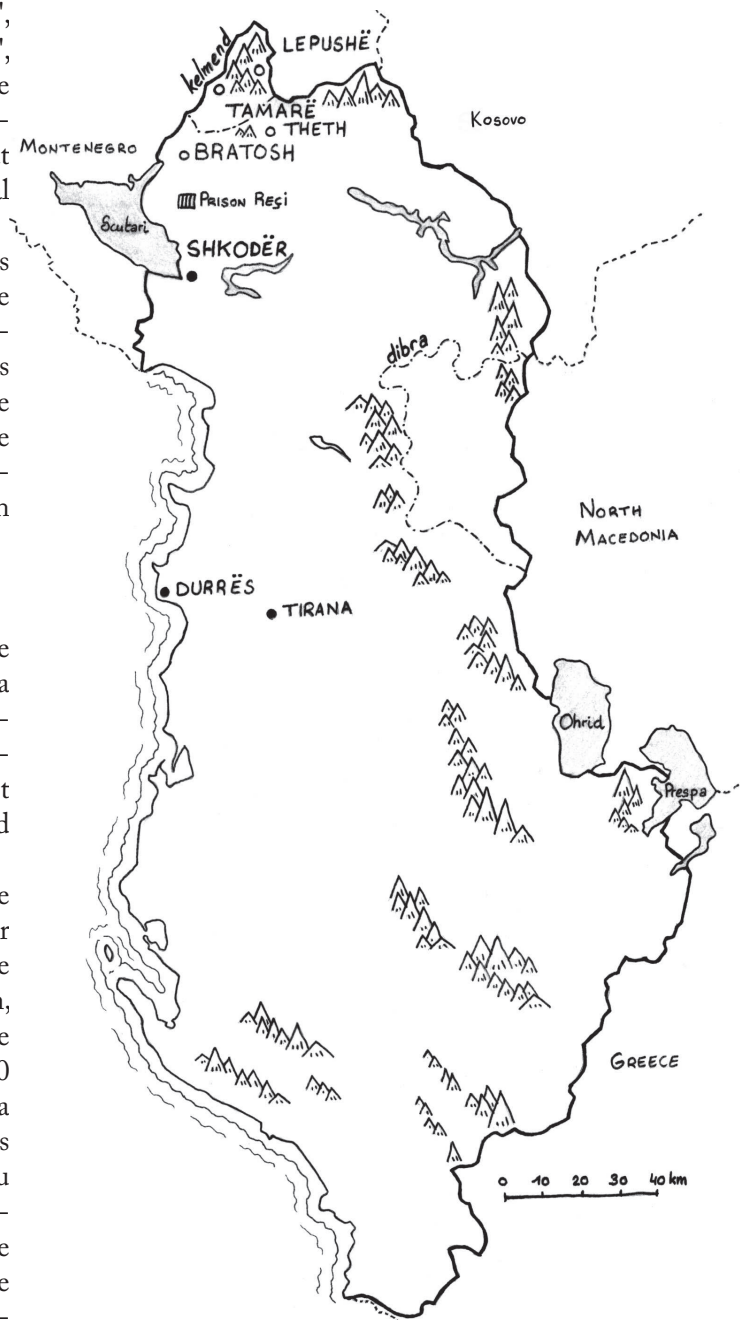
l'anthropologue albanais Nebi Bardhoshi, « L'invention d'une société inférieure, "primitive", "archaïque" ou "traditionnelle", semble caractéristique de cette politique classificatoire qui contribue à légitimer le rôle de l'État moderne comme acteur principal du changement social⁴ ».

Plus je m'intéresse au Kanun, plus cela m'intrigue sur ce que faire justice veut dire et ce que représente ce droit coutumier dans nos sociétés actuelles. En parallèle, je me confronte à l'appareil judiciaire français et donc je ne peux m'empêcher de questionner le Kanun en comparaison de cette expérience.

En route pour l'Albanie

Au début du printemps 2024, je décide d'aller écouter ce que l'on a à me dire dans les montagnes albanaises, en ayant le contact de Martine, une femme française qui vit au Kelmend, une région du Nord où se pratique le Kanun.

L'Albanie est marquée par le régime communiste d'Enver Hoxha au siècle dernier : quarante ans de paranoïa et de répression, pendant lesquels il fit construire des bunkers à la chaîne (700 000 dans un pays grand comme la région PACA) pour surveiller les frontières et coupa l'Albanie du reste du monde. L'Albanie d'aujourd'hui subit l'ultra-libéralisme et un capitalisme exacerbé propre au ^{xxi}^e siècle qui envahit son littoral d'hôtels bling-bling et ses



3 Nebi BARDHOSHI, « De l'anthropologie de la vendetta en temps de "crise totale" », *Ethnologie française*, Vol 47, 2017.

4 Ibid.

grandes villes de buildings. Sa population subit la corruption incessante de la police, des élus, des juges... et les tensions continues entre les partisans des deux partis politiques obsolètes. Le salaire minimum se situe autour de 400 euros par mois, là où je constate que les prix des denrées alimentaires ou du gasoil sont quasiment identiques, voire au-dessus de ceux de la France. En effet, le litre de gasoil est à 180 *lëke* soit environ 1,80 euro en avril 2024.

Les Albanais parlent peu des événements de 1997, lorsque, poussés par le président Berisha, ils ont vendu logements et bétail pour en placer le produit dans des sociétés financières. Des arnaques financières telles que la pyramide de Ponzi sont à l'œuvre : elle permet à un individu de collecter de l'argent auprès de plusieurs cotisants. Les cotisants suivants récupéreront leur mise grâce aux nouveaux cotisants et ainsi de suite. Les derniers rentrés ne récupèrent jamais leur mise. Quand ces sociétés financières s'effondrent, les émeutes populaires se transforment en guerre civile (avivée par des discours opposant les populations locales, les partisans royalistes, socialistes ou libéraux). Les prisons furent ouvertes par le peuple révolté et les armes prises dans les casernes militaires pour nourrir la révolte. Ces armes se mirent à circuler librement dans toute la population et jusque dans les mains des plus jeunes. Dans les faits divers on entend encore parler de saisies d'armes illégales chez des civils. Hors d'Albanie on parle aussi de sa mafia. Lorsque j'évoque la question avec des Albanais·es on me dira souvent : « La

mafia, c'est ceux qui sont au pouvoir, en sécurité, dans les belles villas. » Plusieurs personnes m'évoquent leur passage en prison ou des assignations à résidence après avoir été attrapées par la police pour leur travail dans les cultures de cannabis ou la revente de drogues illégales. Les photos de leurs visages sont publiées avec leurs noms dans les journaux. La contrebande est un moyen de revenu non négligeable dans un pays où le chômage et la pauvreté dominant.

Les montagnes albanaises m'évoquent le tourisme en plein développement, les centrales hydro-électriques et les coupures d'élec quasi-quotidiennes, un pastoralisme qui disparaît lentement, les villages isolés, la pauvreté et les écoles vides dans des décors époustouffants... C'est là que la culture du cannabis prospère discrètement⁵. Je comprends mieux où s'enracine la culture de résistance des montagnard·es, déjà contre l'Empire ottoman, puis le régime communiste. Ceux-ci ont fait le choix, parfois incompris par le reste des habitants du pays, d'aller dans les endroits les plus reculés et inaccessibles pour pouvoir continuer à y pratiquer leur religion catholique et préserver les cultures tribales, dont le Kanun, pendant ces longues périodes.

Néanmoins, je constate que comme dans le reste de l'Albanie de nombreuses familles sont touchées par l'exil. Toutes celles que je rencontre ont plusieurs membres de leur famille partis en Europe de l'Ouest ou en Amérique du Nord. Ainsi, la migration fait partie de l'identité albanaise.

Le patriarcat par la racine

Je rencontre Martine à Shkodra, elle vit dans les régions albanaises depuis 30 ans. Elle est étudiante chercheuse en anthropologie et s'est spécialisée dans la culture des régions montagneuses du Kelmend. Elle s'investit aussi dans des associations de protection du pastoralisme local. Martine connaît beaucoup de familles autour du village de Tamarë et a tant d'histoires à me partager. On parle du Kanun. La femme y est décrite comme n'étant pas l'égale de son mari et doit être à son service et à celui de sa belle-famille. Elle ne possède rien et n'a pas de voix dans les espaces de discussions du village. À contre-pied, dans le Kanun tous les hommes se réunissent en conseil du village et y sont égaux. Il est conçu pour empêcher les injustices au sein de la communauté. Martine m'assure qu'ici les femmes ont un grand pouvoir secret : au sein de la maison elles participent pleinement aux décisions qui seront portées publiquement par le mari. Matériellement j'ai du mal à percevoir ce « pouvoir secret ». Pour soutenir son propos Martine m'annonce que l'association de préservation

du pastoralisme local a élu à sa tête une femme, bien qu'elles ne soient que deux parmi une quinzaine de bergers dans l'association.

Un soir nous sommes invitées par Flora, la présidente de l'association. Elle vit dans le village de Bratosh, bien à l'écart de la route principale qui remonte la vallée du Kelmend. Ici les touristes ne viennent pas. Le village, comme c'est souvent le cas ici, est très étendu, les maisons se trouvent à des centaines de mètres les unes des autres. À peine arrivées, je pars avec sa fille Alfrida – 10 ans, qui parle un anglais impeccable – à la recherche d'un veau, pour le ramener à l'étable alors que la nuit tombe. Le troupeau familial compte dix-sept bêtes et à l'étable il n'y a aucune machine. Dans son école, qui regroupe une dizaine d'élèves en deux niveaux, elle se sent « extra spéciale » car elle est la fille de la professeure. Sur le canapé elle me demande si je préfère l'accent british ou américain en regardant des vidéos TikTok. Pendant le temps où je suis avec Alfrida,



Zef le bajraktar et Martine

5 Philippe BERTINCHAMPS, « Traite des êtres humains en Albanie : le Kelmend est perdu », *Courrier des Balkans*, 10 juin 2023, courrierdesbalkans.fr [consulté le 10 novembre 2025].

La kulla de Teth



Flora prépare une énorme quantité de nourriture pour nous quatre.

Le père d'Alfrida n'est pas là, elle ne le connaît presque pas. Il est en prison depuis de nombreuses années, il devra encore y rester longtemps. Flora nous dit qu'il vient d'être hospitalisé aujourd'hui et c'est à la famille de lui fournir les médicaments nécessaires pour ses soins. La prison se trouve à une heure de route, elle s'y rend toutes les semaines pour laver son linge, lui amener de la nourriture et lui rendre visite. Flora est fatiguée et elle est relativement seule. Ses autres enfants ont émigré en France ou en Italie où ils ont fondé leurs familles. Le frère de son mari aussi est parti. À Bratosh il ne reste que des anciens : ses parents et ceux de son mari à qui elle ne peut pas demander de l'aide vu leur âge. Malgré tout, elle a des projets pour sa ferme, comme rénover la petite retenue d'eau qui sert d'abreuvoir aux bêtes grâce au soutien de l'association. En discutant toutes les quatre, nous faisons la liste de tous les rôles que Flora occupe : mère isolée d'une préado, femme

de prisonnier, maîtresse d'école, éleveuse de vaches et désormais présidente de l'association des bergers du Kelmend ! Je suis abasourdie par la charge que tout cela représente pour elle seule.

Plus tard je rencontre différents hommes qui ont fait des séjours en prison. L'un d'eux me dira : « Si tu n'as pas de soutien de l'extérieur tu n'as rien, c'est l'enfer et ce sont souvent les femmes qui assurent ce rôle dévoué. »

Je fais immédiatement le lien entre la prison et le droit coutumier dans leurs aspects coercitifs pour les femmes. En enfermant essentiellement des hommes, la prison comme forme de justice répressive ne libère pas les femmes. Avec ou sans Kanun, avec ou sans loi contre la discrimination de genre, la société moderne continue de s'appuyer sur les services rendus gratuitement par les femmes. Pointer du doigt le Kanun comme la source de l'oppression des femmes albanaises, c'est se tromper de cible. L'invisibilisation moderne du patriarcat ne l'a pas rendu plus acceptable, mais plus difficile à combattre.

Un pays, deux justices

Lorsque je me rends à Lepushë je peux voir sur la porte vitrée d'un café que l'État est en train de recenser les propriétés pour les cadastres. À l'époque communiste, la propriété privée est abolie et la majorité des terres sont collectivisées pour servir les coopératives agricoles, les cadastres détruits deviennent caducs. Or, à la chute du communisme de nombreux litiges ont lieu autour des terres collectivisées et de leurs restitutions : des familles réclament des terres sur lesquelles d'autres vivent désormais et les nouvelles constructions sont jugées illégales. En juillet 2025,

dans le village de Teth, des dizaines de constructions touristiques ont été détruites par des bulldozers protégés par la police albanaise. Le président Edi Rama avait pourtant délivré quelques mois auparavant des titres de propriété aux habitantes, attendus depuis des décennies. Le gouvernement avance pour argument que de nombreux permis de construire auraient été délivrés grâce à des pots de vin. La corruption est si présente en Albanie que les lenteurs administratives sont décuplées et la plupart des familles n'ont pas confiance en l'institution judiciaire censée rétablir leurs droits.

Alors que la reprise du sang était lourdement condamnée (jusqu'à la peine de mort) et le Kanun réprimé pendant l'ère communiste, les *gjakmarrjas* autour de la propriété privée deviennent la principale raison de sa résurgence depuis les années 1990, faute d'une réponse satisfaisante venant de l'État. Aussi le Kanun semble modifié après cette période. Si la reprise du sang perdure, les règles

qui le composent semblent oubliées. C'est dans ce contexte que des *bajraktars* du pays, de toutes confessions religieuses et régions, ont fondé l'association nationale albanaise de la mission de réconciliation en 1992. Les *bajraktars* sont des chefs coutumiers (le nom vient de la culture ottomane), ils interprètent le Kanun et en sont les administrateurs.

Avec Martine nous avons rendez-vous dans la cafétéria d'un grand hôtel de Shkodër avec un *bajraktar* du Dukagjin et son fils qui vit en ville. Il a fait une longue route en jeep pour nous rencontrer, son village de montagne est difficilement accessible. Nous rencontrons Zef Sokol Vladaj. Il a 85 ans, et cela fait 500 ans que dans sa maison se succèdent les *bajraktars* de père en fils. Son grand-père et son père ont disparu pendant le régime communiste.

Il est l'un des fondateurs du Comité national de la réconciliation. Zef dit être consulté gratuitement par les habitants locaux pour venir le questionner sur ce que le Kanun préconise face aux situations



Un homme nettoie une tombe



Mur de la prison de Reç

conflictuelles qu'ils rencontrent. Cela peut avoir lieu dès le premier affront ou après des décennies de meurtres entre les familles rivales. Zef considère le Kanun comme une sorte de jurisprudence locale. La transmission intergénérationnelle du rôle de *bajraktars* permet sa mémoire et sa perpétuation.

D'après Zef, le Kanun a été détourné et mal interprété par certains pour nourrir des intérêts qui font défaut à la communauté. Il insiste : « La réconciliation est au centre du Kanun. La réconciliation est un moment fort qui transforme les liens. » En effet, la cérémonie du pardon rassemble toute la communauté. Il arrive que les deux hommes ayant un litige créent des liens forts suite à la réconciliation. En buvant le café ensemble, certains deviennent amis jusqu'au point de devenir les parrains de leurs futurs enfants. Ce processus hautement symbolique

demande à celui qui demande le pardon et à celui qui l'accorde plus de courage que la vendetta, nous dit Zef, l'honneur est donc rétabli définitivement. Il évoque environ huit cents réconciliations de familles, le site officiel parle de plusieurs milliers. Les religions ont également une place dans ce processus. Par exemple pour les catholiques : on ne peut pas mentir dans une église et les hommes jurent sur la Bible.

Le fils de Zef, la cinquantaine, vit à Shkodër. C'est à lui qu'il incombera de prendre le rôle de *bajraktar*. Il se demande si le Kanun pourrait évoluer dans le futur pour s'adapter à la transformation morale de la société.

La population albanaise du Kosovo qui fit partie de la grande Yougoslavie⁶ connut une autre histoire moderne avec le Kanun. En 1990, l'universitaire Anton Cetta lance avec des groupes de jeunes

et d'intellectuels la « Grande Réconciliation »⁷ qui permettra à une très grande partie des familles touchées par la reprise du sang, de se réconcilier lors d'immenses cérémonies collectives (2952 cas), transformant ainsi profondément la société albanaise kosovare où les *gjakmarrias* ont significativement diminué.

En questionnant des jeunes kosovares féministes que je rencontre dans un centre social autogéré à Prishtina, les avis divergent et se confrontent. Pour certaines, elles ont vu leurs mères prisonnières de ces vieux principes galérer pour obtenir des divorces, souvent inéquitables, les femmes ne possédant rien. Pour d'autres, étudiantes en anthropologie, elles trouvent que le Kanun est décrié et incompris et sont, elles, plutôt attirées par les valeurs de justice sociale, d'hospitalité et de réconciliation du droit coutumier.

Je réalise qu'il m'est difficile de me faire un avis moral tranché, même après m'être rendue en Albanie pour approfondir ma compréhension du Kanun et son application dans la société.

J'ai évidemment mes biais de lecture. Mes recherches, aussi poussées soient-elles, ne peuvent pas rendre compte de toute la complexité des situations qui sont rattachées au Kanun. Ayant grandi en France, je n'aurai jamais la finesse de compréhension du contexte social et culturel albanais nécessaire.

En revanche, je me rends à l'évidence que ce que j'ai vécu avec la justice française ne me satisfait pas. Cette justice dépossède les principaux protagonistes de leur propre conflit. Elle n'apporte ni reconnaissance, ni soutien, ni compréhension.

Son unique réponse c'est de punir, d'enfermer, d'endetter et de tuer à petit feu des familles entières pour les soumettre à l'ordre établi par des hommes de pouvoir. Cette justice porte peu d'intérêt aux victimes, et les déshumanise en les considérant comme de simples preuves. La justice française moderne n'apporte ni de réponse aux victimes ni de responsabilisation des auteurs.

Là où la religion pousse à la culpabilisation ou au pardon, là où l'État ordonne la punition ou l'acquittement, le Kanun, pour faire justice, codifie la vendetta et la réconciliation. Je me questionne encore sur ces notions de vengeance et de réconciliation qui, pourtant opposées, me semblent venir d'un même endroit : la volonté de justice et de réparation. Toutes ces actions portent une forte valeur symbolique et peuvent aussi avoir une éthique propre. Elles ont du sens si elles sont pensées comme telles par l'ensemble des protagonistes.

Évidemment je ne souhaite pas promouvoir la reprise du sang et ériger l'honneur comme une valeur fondamentale supérieure à la valeur d'une vie. De même, je ne pourrais pas accepter que les identités de genre confèrent des droits différents aux personnes selon un code vieux de cinq cents ans... Mais je considère que le souci éthique porté par le Kanun dans la complexité de ses codes et la rencontre avec celui-ci m'a ouvert de nouveaux imaginaires, afin de repenser la justice sans l'État.

Zazou

Carte de l'Albanie p. 4 de LSDavid

⁶ Le Kosovo est peuplé majoritairement par des Albanais. Après la seconde guerre mondiale, la province autonome du Kosovo appartient à l'État fédéral serbe au sein de la Yougoslavie communiste. Considérés comme une minorité, les Albanais sont opprimés par le régime, ils organisent une résistance armée qui aboutira à la guerre d'indépendance de 1998.

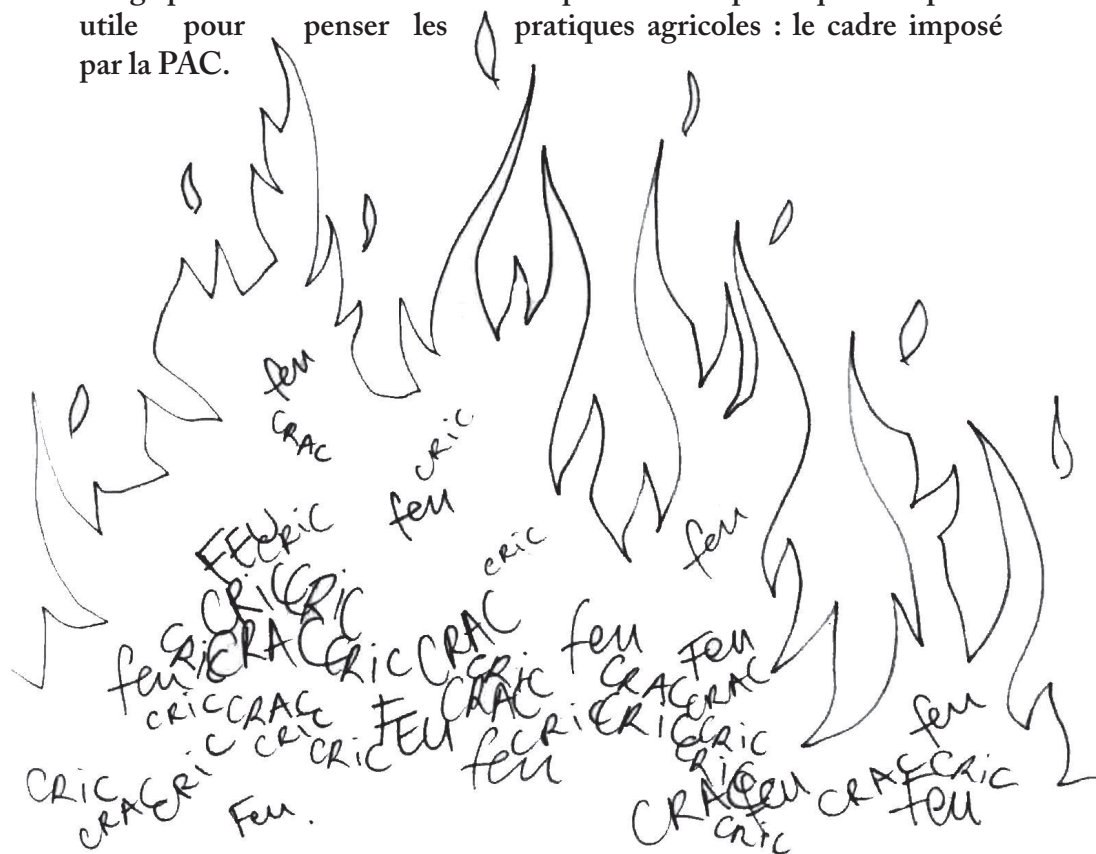
⁷ Un site internet collecte les témoignages de cette campagne massive de réconciliation au Kosovo : oralhistorykosovo.org.

RAVIVER LA FLAMME

DE QUOI PARLE-T-ON QUAND ON PARLE D'ÉCOBUAGE ?

Allumer le feu ?, publié dans le numéro 9 de *Nunatak*, traitait des positionnements conflictuels quant à la pratique du feu pastoral dans les Pyrénées, communément appelé écobuage. Cet article, en affirmant que cet usage avait pour lui le « privilège de la tradition », a fait réagir Renaud, qui lit notre revue depuis les Hautes-Pyrénées. Il nous propose ici ce qu'il a imaginé comme une suite, plutôt qu'une réponse, avec pour intention de préciser ce que le terme d'écobuage recouvre comme réalités et d'interroger l'argumentaire qui justifie son recours par l'évocation d'une tradition immémoriale.

Cet éclairage bienvenu nous permet de poursuivre et d'enrichir les réflexions entamées sur cette question. Nous y avons associé un encadré rédigé par nos soins afin de le compléter sur un point qui nous paraît utile pour penser les pratiques agricoles : le cadre imposé par la PAC.



Tradition : un terme à questionner.

Avant d'aller plus loin sur les pratiques de brûlage de végétaux, trop communément appelées écobuage, il convient d'ausculter un peu plus l'idée de « tradition » et surtout le fait qu'elle serait un argument indépassable, qui clôt le débat. Il convient de s'arrêter, tant cette invocation, dans les échanges et les conflits que suscitent de nombreux sujets – et pas seulement les feux de végétaux – apparaît comme l'argument final. « Pas toucher ! c'est une tradition... on a toujours fait comme ça, ça ne se discute pas ! »

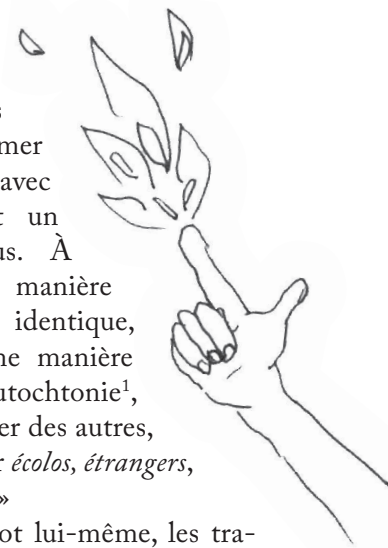
Pourtant, rien de plus inconsistant que l'évocation politique de la tradition : quand elle est ainsi utilisée, c'est comme si on passait avec une brosse une peinture bien épaisse et couvrante pour lisser les aspérités d'un mur. Une couche de traditionalisme qui fait autorité. Pourtant, dès qu'on y regarde de plus près, on la voit se fendiller, s'écailler pour laisser place aux aspérités complexes de l'histoire, des pratiques et des mentalités en mouvement.

Le discours de la tradition est une construction, volontaire ou non, utilisée pour délimiter des appartenances et des rejets, des groupes opposés entre qui l'accepte, qui la brandit et qui la rejette ou la discute. Dans le cas qui nous intéresse, on ne peut que partager cette observation : « C'est un peu comme si le fait d'être contre les écobuages [...] c'était d'abord une manière de se placer

dans le jeu des positions sociales de la vallée, d'affirmer une proximité avec d'autres qui sont un peu comme nous. À l'inverse mais de manière rigoureusement identique, être pour, c'est une manière d'affirmer son autochtonie¹, [...] de se distinguer des autres, qu'on peut nommer *écologues*, *étrangers*, ou bien *Parisiens*.² »

Tout comme le mot lui-même, les traditions ont une histoire, ne sont même – si on se rappelle le lien étroit entre tradition et transmission – qu'histoire. Une tradition pour rester vivante doit se transmettre, passer de génération en génération, de père en fils aurait-on dit il y a peu encore. Elles ont un début le plus souvent datable. Les exemples parmi les plus évidents se trouvent dans les nombreuses traditions culinaires européennes, méditerranéennes qui utilisent des ingrédients comme la tomate, le maïs, le haricot et autres légumes arrivés dans les bagages retour d'Amérique depuis le xvi^e siècle.

Elles ont aussi une fin, beaucoup disparaissent ou survivent difficilement dans le « folklorique », comme pour les habits traditionnels. Quelles femmes se promènent encore dans les Pyrénées béarnaises avec un capulet rouge ou noir, selon l'âge, sur leurs coiffes rondes ? Ailleurs, de la Bretagne à l'Alsace en passant par la Catalogne ou le Cantal,



1 Il y a aussi beaucoup à dire sur la notion d'autochtonie, sa construction dans le quotidien. (Re)lire par exemple les articles « Faire la fête et boire des coups » d'Alex et Camille et « Les gars du coin », *Nunatak* n° 8, février 2023.

2 BRINDILLE ARDENTE, « Allumer le feu ? », *Nunatak* n° 9, janvier 2024.

les habits traditionnels ne sont que l'expression d'un musée vivant.

Les traditions, c'est tout le contraire d'une immuabilité, d'une immémorialité. La tradition, n'en déplaie justement aux traditionalistes politiques de tous bords qui voudraient nous enfermer dans le non-discours, la non-transmission, est mouvante et sans cesse en évolution³. Avec un début plus ou moins bien repéré et une histoire faite d'évolutions, d'adaptations et de ruptures.

Il est courant de présenter l'élevage de brebis laitières et l'activité fromagère comme des traditions spécifiques des Pyrénées basco-béarnaises. Infirmant cette vue, Michel Chevalier écrit dans *La vie humaine des Pyrénées ariégeoises* : « La production laitière de la vallée de l'Ariège serait pratiquement nulle, s'il n'y avait le fromage de brebis ; celui-ci est uniquement fabriqué sur les estives où il est mentionné depuis le XIII^e siècle.⁴ »

Il n'y a donc rien d'étonnant que, dans sa traversée des Pyrénées en 1807, le botaniste Augustin-Pyramus de Candolle raconte, lors de l'ascension au Montcalm : « Nous avons monté jusqu'à la plus haute cabane de la montagne, on la nomme cabane d'Estansoure ; elle était habitée mais les maîtres étaient absents ; en les attendant nous nous y sommes établis et nous avons bu leur lait, et avons diné. [...] Nous sommes revenus à la cabane dont le maître était arrivé peu après [...] Nous avons bu aussi du lait de brebis chaud.⁵ »

Cette fabrication fromagère, qui a duré près de six cents ans, est ainsi mise de côté par celles et ceux qui défendent la tradition pastorale

ariégeoise et l'absence de gardiennage des troupeaux, opérant un tri – peut-être par ignorance – dans ce qui est à retenir et ce qui est à occulter.

Dans le domaine pastoral qui nous intéresse ici, vouloir fonder les pratiques d'aujourd'hui et demain sur une réalité immémoriale traditionnelle relève de l'illusionnisme, même en matière de feux de végétaux.

L'écobuage n'est pas le feu pastoral...

Les feux de végétaux volontaires, contrôlés et dirigés comme outil de création, d'entretien, de maintien d'espaces productifs ont effectivement une longue histoire, s'inscrivent dans des pratiques culturelles et pastorales anciennes sur de nombreux terroirs et même continents. Lors des mégafeux en Australie en 2019-2020, plusieurs commentaires ont rappelé les traditions ancestrales et millénaires de brûlages dirigés de végétaux de certains groupes aborigènes qui avaient comme effet de limiter les risques d'incendies dévastateurs⁶. Les feux de végétaux peuvent effectivement être un outil de gestion « écologique » des espaces car ils présentent de nombreux intérêts, à commencer par la facilité de mise en œuvre, l'efficacité pour de grandes surfaces peu accessibles, ou la dimension préventive. Il ne s'agit pas en affirmant cela d'oublier d'autres problématiques, notamment celles concernant la pollution aux particules fines récemment apparues sur le devant de l'écran de fumée.

Historiquement les feux qui embrasaient les Pyrénées n'ont pas toujours eu la même fonction agropastorale. Le feu a été un outil pour ouvrir des espaces propices à la sédentarisation, à la culture et à l'élevage. La pratique de la culture sur brûlis, après nettoyage manuel, semble attestée jusqu'au XVIII^e siècle. Il s'agit là d'une pratique qui mériterait d'être définie comme écobuage.

Il se pratique à l'aide d'une *écobue*, une sorte de houe recourbée et large, utilisée plutôt dans l'ouest de la France (Bretagne, Anjou), et qui permet d'enlever les herbes avec leurs racines. Ces mottes mises en tas sont alors brûlées, rendant le terrain propre à être cultivé, semé.

Ce ne serait qu'au siècle suivant que les « feux pastoraux » deviennent quasiment l'unique forme d'utilisation du feu pour l'entretien des pâturages dans les Pyrénées. Ils concernent essentiellement les estives intermédiaires de l'étage montagnard (1000 à 1800 m environ),



Écobue

3 Laurent LE GALL et Mannaïg THOMAS, *Tradition*, Anamosa, 2024.

4 Michel CHEVALIER, *La Vie humaine dans les Pyrénées ariégeoises*, Milan, 1984, p.297.

5 Augustin-Pyramus DE CANDOLLE, *Voyage de Tarbes 1807, première grande traversée des Pyrénées. Un voyage dans le midi de la France*, 1999, Loubatières, p.192.

6 AFP, « Prévention des feux en Australie : le savoir ancestral aborigène plebiscité », 12 février 2020, geo.fr [consulté le 30 mars 2025].

Voir aussi : Barbara GLOWCZEWSKI, *Réveiller les esprits de la terre*, Éditions Dehors, 2021, p. 112-115.

celles qui sont les plus proches des zones habitées et non les pelouses alpines. En mettant le feu à la végétation sèche entre octobre et avril, pour éliminer fougères, bruyères et autres plantes envahissantes et de peu de valeur nutritive pour les animaux, il s'agit de conserver et d'améliorer le pâturage, en offrant une couverture plus herbacée, plus nutritive lors de la repousse et les années suivantes.

Ils impliquent logiquement un accompagnement du brûlage par une pratique pastorale, et idéalement une pratique pastorale qui permet de prolonger l'effet du feu de manière à y revenir le moins souvent possible. La présence de troupeaux conduits, gardés, qui vont piétinant le sol, est donc nécessaire selon les études et le récent article de synthèse de Jean-Paul Métaillé paru en 2019⁷. Idéalement, les brûlages pastoraux accompagnés de pacages conduits ne devraient revenir sur les mêmes espaces que tous les cinq à dix ans environ, en fonction des végétaux, nous disent ces savantes observateur·rices du feu.

Pour comprendre les pratiques d'aujourd'hui il est nécessaire de prendre en compte les contextes

sociaux et économiques dans lesquels évoluent les éleveur·ses, les paysan·nes de montagne. À commencer par les réalités démographiques et économiques qui réduisent à une ou deux personnes la vie d'une exploitation. Les répétitions de feux dans des espaces manifestement sous pâturés invitent à chercher aussi d'autres raisons, notamment liées aux aides de la Politique agricole commune (PAC). Présenter sur les documents graphiques de référence produits par les satellites des espaces aux végétations herbacées plutôt que des friches et des fougères permet de toucher des primes à l'hectare plus importantes. Avec d'autres raisons plus socio-culturelles (affirmation du chez soi, etc.), cet intérêt financier non-dit rend difficile la réflexion sur la pratique, tant la raison économique hypertrophie nos regards.

C'est peut-être bien ce qui se passe dans les estives basses du Monné (entre 600 et 1200 m), dans le Haut-Adour. Y pacagent tous les ans au mieux

une centaine de vaches, sur une surface de plusieurs centaines d'hectares. Régulièrement, tous les deux ou trois ans en moyenne, est brûlé tout ou partie de cet espace. La pression pastorale y est faible et peu dirigée, les vaches revenant sur les mêmes espaces ouverts de cette mosaïque végétale. L'enfrichement avec son développement de fougères,

Un cadre contraignant

La PAC (Politique agricole commune) est la plus ancienne et la plus importante politique économique de l'Union européenne, dotée d'un budget qui représente aujourd'hui encore plus de 30% de son budget total. Il a même atteint 70% dans les années 1980. Ces aides ont été mises en place dans le cadre d'une politique économique ultra-libérale permettant d'avoir des coûts de production bas, ne correspondant pas à la réalité de leur valeur car partiellement compensés par cette même PAC, pour que le prix de l'alimentation soit accessible à la majorité des consommateurs. Proportionnelle à la surface déclarée, utilisée pour la culture ou pour le pâturage d'animaux, et respectant des conditions de non-ensauvagement (présence d'arbres, de rochers, de haies, de ronces, de points humides...), la PAC influence et contraint les décisions des exploitants agricoles dans leurs pratiques. Elle les incite à exploiter des parcelles toujours plus grandes, d'où des assèchements de zones humides, des brûlis de zones enfrichées non ou peu exploitées, etc.

ronces, bruyères... est d'une année sur l'autre le même, et ce malgré les brûlages répétés. Et tout un chacun de voir cette immuabilité à court terme des effets du brûlage, d'en ressentir souvent les nuisances, en particulier en termes de fumées et particules à respirer. Un brûlage mieux conduit dans le temps, parcellisé, avec la mise en œuvre d'un pâturage contrôlé, permettrait sûrement d'améliorer l'estive, de laisser des espaces en libre évolution, de rendre le feu plus rare et donc mieux accepté.

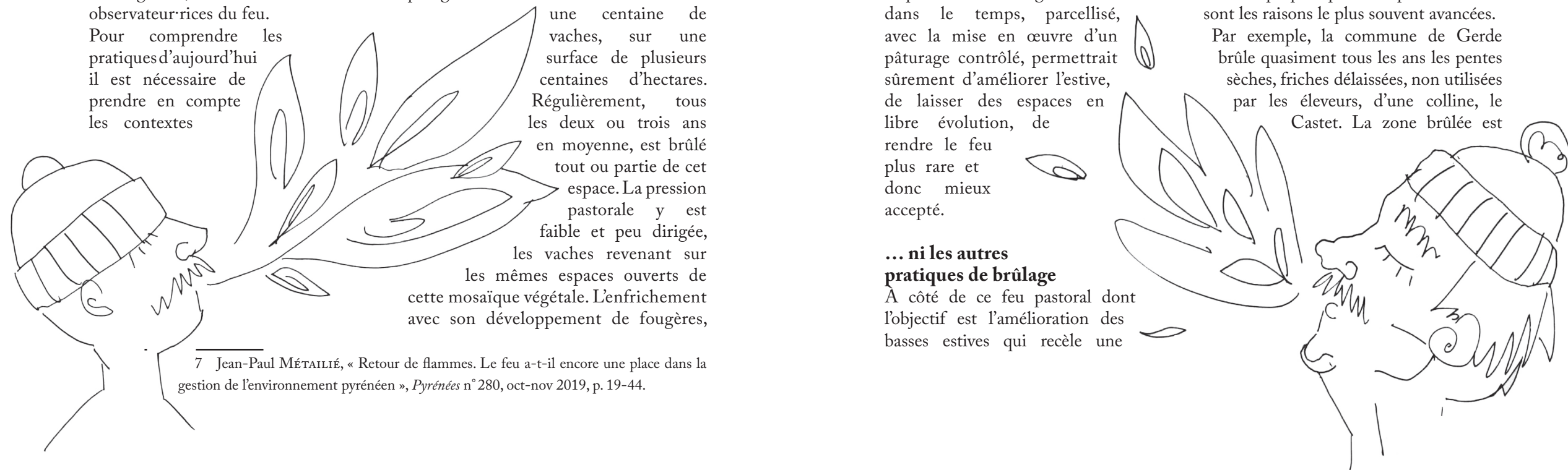
... ni les autres pratiques de brûlage

À côté de ce feu pastoral dont l'objectif est l'amélioration des basses estives qui recèle une

légitimité initiale, nous croisons d'autres pratiques de feux de végétaux, englobées sous cette dénomination d'écobuage. En restant sur le terrain du Haut-Adour, nous croisons au moins deux autres formes de brûlage différentes par les terrains et les fonctions qui sont les leurs. Le nettoyage, le « faire propre » par le feu purificateur en sont les raisons le plus souvent avancées.

Par exemple, la commune de Gerde brûle quasiment tous les ans les pentes sèches, friches délaissées, non utilisées par les éleveurs, d'une colline, le Castet. La zone brûlée est

⁷ Jean-Paul MÉTAILLÉ, « Retour de flammes. Le feu a-t-il encore une place dans la gestion de l'environnement pyrénéen », *Pyrénées* n° 280, oct-nov 2019, p. 19-44.



circonscrite par des espaces urbanisés notamment depuis les années 1950-1960, un lotissement existe sur le plat sommital et la plaine au pied est en grande partie urbanisée, notamment au nord. C'est aussi devenu une zone riche en biodiversité floristique et faunistique. On sait que le feu, même répété tous les ans, n'apportera que peu de changements, par contre la presque totalité des arbres est plus ou moins marquée par le feu à minima à leur base, parfois jusqu'aux premières branches... Les fumées embrument souvent les quartiers proches et, en 2023, les rues du village, durant quelques heures, étaient prises dans un smog digne du



Londres victorien ou des rues de Lahore à l'automne 2024. On comprend que dans ces conditions, des habitant·es s'opposent, s'indignent. Aucun projet pastoral, juste la volonté affirmée par des élu·es de la commune de « faire propre », de « détruire la vermine, les vipères », explique un conseiller municipal. L'exemple même d'un feu où la référence à la tradition, reprise par certain·es élu·es d'autant plus facilement que c'est un « écobuage », n'a guère de sens.

Plus flou, plus intermédiaire entre les deux cas présentés, on brûle sur pied pour nettoyer des talus et des prairies de plus en plus gagnées par la fougère et la ronce, faute de pacage suffisant notamment. Le « on » indéterminé va bien ici, car il peut s'agir d'exploitant·es agricoles comme de propriétaires ou d'utilisateur·rices sans statut agricole. Iels ont recours régulièrement au feu, alors que les parcelles sont accessibles aux troupeaux, à la mécanisation et pourraient être broyées par exemple. La facilité et le moindre coût du procédé expliquent largement ce recours à l'« écobuage ».

Ces exemples suffisent à montrer que sous ce même vocable englobant, « écobuage », les réalités qui se dessinent sont différentes. Comment mettre sous le même terme le feu « pour faire propre » et le feu pastoral intégré dans une démarche plus large d'amélioration des pratiques pastorales ? Si les feux pastoraux peuvent avoir des arguments pour eux, le feu pour « faire propre » ne crée-t-il pas que de la fumée toxique ?

On regrettera, surtout dans une époque où l'imprécision des mots ouvre grand la porte des démagogies les plus dangereuses, que les scientifiques qui s'intéressent à ces pratiques ne résistent

pas à l'emploi imprécis du terme « écobuage », source de confusion. Alors que pour chaque projet de mise à feu, il serait bien de savoir en les nommant correctement, à quel genre de pratique on a à faire, cette appellation commune est nivelante. Elle évite de poser les questions du pourquoi, du comment, de poser un regard sur les mesures d'accompagnement pastoral qui les rendent encore plus légitimes. Il faut prendre le temps de se questionner, avoir des grilles de lecture qui permettent à chacun de participer à des concertations, aux « commissions locales d'écobuage » qui existent dans nombre de départements pyrénéens. Y siègent essentiellement, à côté des services publics et des administrations concernées (environnement, agriculture, pompiers...), élu·es, représentant·es agricoles et chasseurs, plus rarement associations de protection de la nature

et de randonnée. Elles restent des commissions fermées le plus souvent, dont les avis sont rarement rendus publics, accessibles à tous et toutes.

Dans ce cadre de concertation qui est loin d'apporter des réponses à toutes les questions et problématiques, clarifier les termes et surtout les raisons des demandes de brûlage, permettrait de faire des pas pour sortir de cette confusion que le recours à l'argument « c'est la tradition ! » renforce.

Un tout petit début pour regarder autrement les feux qui embrasent nos montagnes...

Renaud de Bellefon
Illustrations de Flamme Fatale



LES JEUX SONT FAITS, RIEN NE VA PLUS!

JO D'HIVER DE 2005 À 2030 : 25 ANS DE LUTTES ALPINES

Il y a 20 ans naissait la revue *Nunatak* en Italie, qui donnera dix ans plus tard son nom à la version française. La revue italienne se crée dans un contexte de luttes contre différents projets ubuesques dans les Alpes italiennes. Entre autres, celle contre les Jeux olympiques d'hiver de Turin 2006 qui ont depuis et malgré les belles promesses durablement dévasté des pans entiers de montagne au profit d'infrastructures routières et de villages olympiques reconvertis aujourd'hui, en partie, en résidences secondaires.

En 2030, la litanie destructrice recommence dans les Alpes françaises et des luttes anti-JO s'organisent tant bien que mal : un vrai tremplin pour partager l'expérience italienne d'opposition à la mégamachine olympique. Avec comme ligne de départ une discussion que des membres de la revue *Nunatak* française ont eu avec ceux de la revue italienne, nous slalomons ici sur différentes pistes de réflexion, parfois plus glissantes que d'autres. Avec pour intention d'aiguiser la critique envers le mastodonte du divertissement, nous avons fait le choix d'un patinage pour le moins artistique, avec cet article « mosaïque » qui ne craint pas de faire du hors-piste...



grandes ouvertes, est à peine croyable.

Face à cette fascination collective, s'attendre à une opposition populaire et/ou massive aux Jeux olympiques paraît naïf tandis que dénoncer cet événement comme étant une forme de commercialisation de l'environnement montagnard nous paraît enfoncer des portes ouvertes...

Les JO, pur produit du pouvoir étatique, ne nous dupent

Les Jeux olympiques, tel un bulldozer, ravagent la montagne, militarisent des zones, enrichissent les entreprises locales et les multinationales sur le dos de leurs salariées, transforment les vallées en zones de divertissement et de shopping, chassent les habitant·es, accroissent la surveillance technocratique de la société. Hier, les mêmes zones étaient déclarées « parcs naturels protégés » et demain, d'un claquement de doigt, elles redeviennent territoires à aménager. Néanmoins, nous sommes bien conscient·es que le capitalisme n'a pas attendu les JO pour dévorer et déformer la montagne mais il nous paraît important de formuler, encore et encore, le fait que nous n'avons rien à attendre de ce moment de sport-spectacle.

Articulée à celle des ravages écologiques ou à celle des aberrations socio-économiques, la notion de spectacle nous paraît essentielle dans la formulation d'une critique des Jeux olympiques. Son effet hypnotisant sur la population, malgré les plaies que ces événements laissent

pas sur les fausses valeurs qu'ils instillent : fierté nationaliste, compétitivité exacerbée, performance à tout prix, gloire et domination. Nous y voyons là un beau condensé des principes fondateurs du capitalisme à la sauce nationale qui ne sévissent pas seulement lors des compétitions sportives.

En sus des échanges qui vont suivre, nous vous recommandons la lecture de deux articles parus en italien dans *Nunatak* et traduits en français : « Jeux olympiques : les blagues les plus courtes sont les meilleures » (2006) et « La rouille de Neve et Gliz » (2013)¹.

La revue *Nunatak* italienne est née au moment de la lutte contre les JO de Turin en 2006. Pouvez-vous nous raconter le déroulement de cette lutte et l'implication de *Nunatak* ?

G : En fait, la création de *Nunatak* ne peut être considérée comme une conséquence directe de la mobilisation contre les Jeux olympiques de 2006. Dans les discussions et les rencontres qui ont donné naissance

¹ Ces deux traductions sont regroupées dans une brochure intitulée *Réflexions autour des Jeux olympiques d'hiver de Turin en 2006* disponible sur le site infokiosque.net.



à la revue se sont croisés plusieurs parcours et expériences qui, depuis plus ou moins longtemps, tentaient de mettre au centre de leur propos la montagne ou, en tout cas, un contexte territorial extérieur à la métropole. Si on devait identifier un moment crucial où ces cheminements se sont retrouvés ou se sont rencontrés pour la première fois, ce serait sûrement la mobilisation contre le TAV².

À mon avis, la phase dans laquelle se trouvait la lutte à ce moment-là a été la plus apte à attirer la participation de personnes et de groupes provenant des vallées voisines. Cela a rendu possible des rencontres et a conduit au développement de projets, tant dans cet endroit précis où l'opposition à la militarisation et aux chantiers s'est concrétisée, le Val de Suse, que dans différents territoires, pas seulement alpins, où la lutte contre le

TAV a transmis sa tendance à l'auto-organisation et la possibilité d'un nouveau cycle d'opposition et de lutte durable contre les projets nuisibles et destructeurs. *Nunatak*, comme outil éditorial, de pair avec les relations qui s'étaient créées alentour, a contribué à élargir les sujets à prendre en compte pour une critique qui irait au-delà de la seule lutte contre une infrastructure dévastatrice et a encouragé l'implication directe de rédacteurs et de lecteurs dans les mobilisations existantes ou à venir. Cela s'est fait en encourageant les discussions à travers les présentations de la revue et les initiatives de lutte, qu'il s'agisse de la participation à des manifestations, ou à des blocages et actions d'opposition concrète.

La mobilisation contre Turin 2006 s'est surtout développée sur le terrain de la contre-information par la diffusion de

2 Le TAV pour *Treno ad alta velocità* est un projet de construction d'une ligne ferroviaire entre Lyon et Turin qui débute dans les années 1990 et qui a donné lieu à un fort mouvement de contestation appelé No TAV, prenant racine dans le Val de Suse, région alpine du piémont italien. Ce grand projet nuisible et destructeur a mobilisé massivement les militants écologistes et radicaux, de part et d'autre de la frontière, et a bénéficié autant d'une forte couverture médiatique que d'une forte répression. Les travaux sont aujourd'hui en cours mais considérablement freinés, surtout du côté italien, par les initiatives d'opposition. À ce jour, les résistances se poursuivent et continuent de mobiliser les opposants.

tracts et par des actions de communication à Turin et dans les villes et villages concernés par les Jeux, ou limitrophes. Par exemple, une manifestation de masse a eu lieu à Turin contre la « trêve olympique » (scénario concerté entre pouvoir politique, forces de l'ordre et syndicats pour étouffer la conflictualité sociale à l'occasion de l'événement). Il y a aussi eu des démonstrations d'hostilité à l'encontre des chantiers, des blocages sur le parcours que la « flamme olympique » a emprunté dans tout le pays pour atteindre Turin et les vallées où devaient se dérouler les Jeux³. Cela avant que les Jeux proprement dits n'aient lieu parce que durant leur déroulement, la militarisation et le contrôle préventif mis en œuvre par la police et l'armée ont de fait rendu impossible toute opposition.

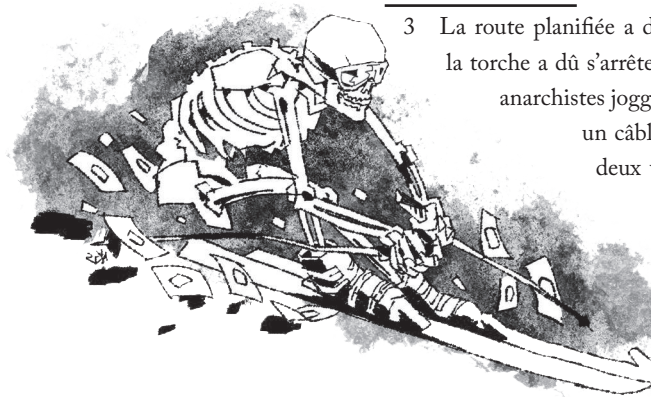
Dix-huit ans plus tard, la plaie provoquée par les JO de Turin en 2006 est-elle encore ouverte (souvenirs, paysages, infrastructures...)?

G : Les plaies laissées par les JO 2006 sont bien visibles sous la forme d'installations abandonnées ou sous-utilisées (qui ont d'ailleurs hypothéqué lourdement et pour des décennies les budgets de petites communes qui les ont eu sur les bras une fois la cuite olympique retombée), et de zones de chantier jamais dépolluées. De nombreuses infrastructures routières

construites pour l'événement, que ce soit à Turin ou dans les vallées alentour, sont devenues des artères essentielles pour le trafic (notamment touristique), la circulation des marchandises, et le contrôle du territoire, en permettant un déplacement plus rapide des militaires et des forces de l'ordre vers les zones de montagne. Les retombées économiques, la « nouvelle vocation » touristique de la région et tant d'autres chimères marchandes grâce auxquelles les JO ont fait briller les yeux des petits et grands patrons du coin ne se sont pas réalisées, mais il est indéniable que pour beaucoup, le fait d'avoir participé (comme spectateur, comme bénévole ou en étant sous-payé) à la splendeur du grand événement reste un souvenir plus doux que la prise de conscience de l'arnaque et de la misère laissée dans son sillage.

Les effets les plus significatifs de l'héritage olympique restent l'accélération du processus de tertiarisation et de déplacement des populations montagnardes vers les vallées; et en ce qui concerne Turin, la requalification excluante de certains quartiers et l'acquisition avec de l'argent public de grandes friches industrielles pour les transformer en artères routières et autres infrastructures.

Ceci dit, même parmi les « vétérans de 2006 » les enthousiasmes « sportifs » ne manquent pas pour les prochains Jeux



3 La route planifiée a dû constamment changer à travers toute l'Italie : la torche a dû s'arrêter à Gênes grâce à un blocage, a été volée par des anarchistes joggeurs à Trento, a été retardée de 40 minutes grâce à un câble tendu à travers la route à Cuneo. Des banques, deux voitures de police et un magasin olympique ont été attaqués. Le 5 février, des opposants ont envahi le défilé et ont essayé de l'éteindre avec un drapeau No TAV.

d'hiver Milan-Cortina 2026, bien que l'amertume de ne pas avoir réussi à enrayer la marche du train olympique dans les vallées alpines occidentales reste présente. Personnellement, une des blessures des Jeux de Turin 2006 qui se fait toujours sentir est d'avoir assisté, sur la place d'un village de fond de vallée, à ce spectacle dystopique de

milliers de personnes saluant l'arrivée de la caravane olympique en agitant des fanions Samsung aux ordres de DJs et d'équipes de télé. Heureusement, pour moi comme pour d'autres, le spectacle n'a pas duré longtemps, vu que nous nous sommes mis à bloquer ou à compliquer l'accès et la sortie du centre du village...

Les éléphants blancs

L'histoire des JO modernes est remplie d'« éléphants blancs », expression désignant un ouvrage ou une construction monumentale très coûteuse et s'avérant peu nécessaire, peu utilisée après-coup.

1968 : Le tremplin de St-Nizier du Moucherotte a servi pour des entraînements et des compétitions jusqu'en 1989 et a ensuite été délaissé pour cause d'adaptations aux nouvelles normes trop coûteuses. Il a été interdit au public pour raison de sécurité.

Sur la piste de bobsleigh de l'Alpe d'Huez, exposée plein sud, malgré ses 1 860 mètres d'altitude, la glace ne tenait pas. Les compétitions se faisaient de nuit et ont dû être interrompues par manque de glace.

1992, Albertville : Nouvelle piste de bobsleigh construite à La Plagne au terme d'un chantier pharaonique dont témoigne Éric Adamkiewicz, ancien directeur des sports de la ville de Grenoble et enseignant en économie du sport, au micro de France Inter¹ : « Il a fallu buser deux torrents de montagne dans une zone d'éboulis. On avait une faille sismique à la verticale. Il a fallu créer un système antisismique et antiseisme pour assurer la sécurité de la piste. » Pour refroidir la glace, 45 000 tonnes d'ammoniac ont été utilisées, le site a alors été classé Seveso avant d'être « dépollué » en 2006, là encore pour des montants astronomiques. Après ce grand raout le nombre de personnes licenciées pratiquant le bobsleigh n'a jamais dépassé cent personnes et le nombre de touristes utilisant la piste chaque année tourne sous les 15 000. La piste doit être rénovée pour l'édition de 2030², un autre gouffre financier en perspective...

2006, Turin : Les estimations s'estiment à 2,3 milliards d'euros pour ériger les grands monuments du sport. Ils sont aujourd'hui laissés à l'abandon à Turin,

1 « Derrière les JO de Paris, les Jeux d'hiver de 2030 », *Secrets d'info*, France Inter, diffusée le 8 juin 2024.

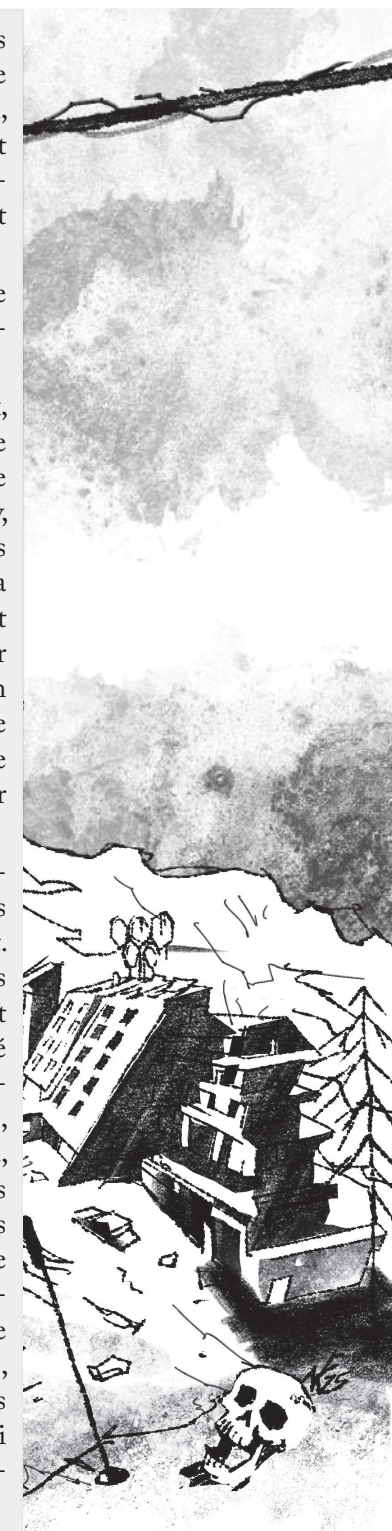
2 Laury-Anne CHOLEZ, « JO 2030 : rénover la piste de bobsleigh, une opération coûteuse et inutile ? », *Reporterre*, 25 juillet 2025, reporterre.net [consulté le 10 novembre 2025].

en Val de Suse et en Val Chisone. Les Turinois attendent encore l'utilisation d'un complexe omnisports. À Sansicorio la piste de bobsleigh, exposée plein sud, se réchauffe au soleil et est inutilisée. À Pragelato des imposants tremplins, visibles depuis le centre du village, sont laissés à l'abandon.

Ce ne sont que quelques exemples parmi une liste qui ne cesse de s'allonger au fil des éditions à travers le monde.

2030 : Nice, connue pour ses hivers très doux, a été choisie pour subir l'adaptation dantesque du stade et d'une grande salle de spectacle pour les épreuves sur glace (patinage, hockey, short-track, curling...) soit quatre patinoires (et tout le système de refroidissement que cela implique), plus de 30 000 places spectateurs, et un village olympique de 1 500 lits. Ce dernier serait destiné, par la suite, à se transformer en logements étudiants et sociaux. La pitrerie de la cérémonie d'ouverture pourrait quant à elle se dérouler à Marseille, autre ville connue pour ses hivers glacials.

Les JO modernes comme d'autres grands événements sportifs ou culturels entraînent des modifications des territoires qui les accueillent. Déjà, l'édition grenobloise de 1968, en plus de l'aubaine pour développer le tourisme et les sports d'hiver, était aussi une opportunité pour accélérer des projets urbains transformant radicalement la ville (Palais des Sports, Alpexpo, nouvel hôtel de ville, hôpital Sud, rocade Sud, gare et aéroport). À l'époque ces constructions d'infrastructures se sont faites aux dépens d'autres, indispensables, telles que les écoles. Les JO ne se cantonnent pas à envahir la montagne et les stations d'altitude pour le déroulement de ses épreuves. Routes, rocades, doublement de voies, construction de parkings et villages olympiques, autant de cicatrices qui bétonnent à chaque fois un peu plus les territoires des plaines jusqu'aux sommets.

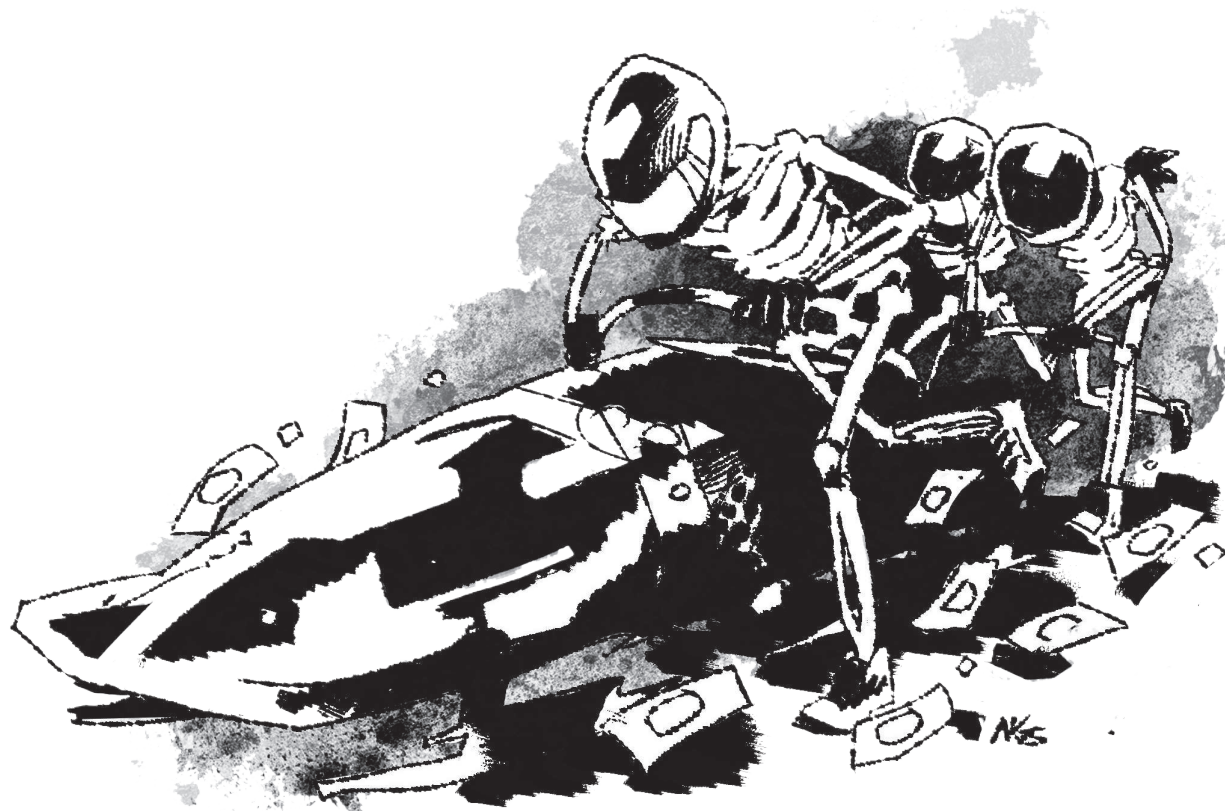


Quels étaient vos moyens de lutte ? Y avait-il des ponts entre « la ville et la campagne » dans la lutte contre les JO (comme on a pu le voir dans la lutte contre le TAV) ? Avec le recul, qu'est-ce qui vous a manqué ?

G : Nos interventions de l'époque étaient surtout tournées vers les territoires investis par les Jeux en y transmettant des raisons de s'y opposer et d'impliquer dans la lutte d'autres habitants de la région alpine, avec des résultats limités. Le fait que notre présence sur le territoire n'était que récente (depuis les mois d'été et automne 2005), a certainement joué en notre défaveur.

A posteriori, je me demande si nous n'avons pas trop concentré nos efforts sur l'information sans avoir su proposer d'autres formes d'action qui auraient donné un contenu plus concret à l'opposition.

En ce qui concerne les rapports « ville/campagne » dans cette mobilisation, il y a eu une coopération importante entre les groupes et les individus présents dans les deux contextes. Il est indéniable qu'au début l'effort de documentation et de prise de position contre ce qui allait se produire, tant à Turin qu'à l'extérieur, est venu d'un mouvement d'opposition réel mais aussi des associations de la ville.



Histoire des JO modernes : « L'essentiel c'est de participer ! » (P. de Coubertin)

Les premiers Jeux olympiques de l'ère moderne ont eu lieu à Athènes en 1896 (et ceux d'hiver en 1924 à Chamonix). Pierre de Coubertin, initiateur de ce « projet de rénovation » s'est inspiré des concours sportifs organisés à Olympie tous les quatre ans, il y a environ 3 000 ans : les JO antiques. L'histoire de ces Jeux reste assez méconnue car elle se mêle à la mythologie.

En rénovant les JO, cet homme, parfois présenté comme humaniste, avait pour projet de favoriser les interactions culturelles entre les pays et de promouvoir leurs valeurs éducatives et universelles. Il est au départ un historien et un pédagogue qui a milité pour l'introduction du sport dans les établissements scolaires français. Il avait d'abord pensé des jeux uniquement amateurs... mais uniquement masculins!

Encore aujourd'hui, malgré la professionnalisation élitiste des Jeux, les valeurs affichées de l'olympisme sont l'excellence, le respect et l'amitié. D'après le site officiel du CIO : « C'est sur elles que reposent les activités du mouvement olympique visant à promouvoir le sport, la culture et l'éducation en vue de bâtir un monde meilleur. »

Ce même Pierre de Coubertin est aussi réputé pour ses phrases choc, à savoir, pour n'en citer que quelques-unes : « dès les premiers jours, j'étais un colonial fanatique » ou « les races sont de valeur différente, et à la race blanche, d'essence supérieure, toutes les autres doivent faire allégeance », mais aussi « une olympiade femelle serait impraticable, inintéressante, inesthétique et incorrecte »!

Même pour l'époque et son contexte, son positionnement politique était très réactionnaire. Il est notamment rentré en conflit avec Paschal Grousset, un ancien communard déporté qui prônait l'éducation physique égalitaire du plus grand nombre, et le méprisait publiquement.

Souvent des controverses émergent à propos du comité organisateur des JO (par exemple les directeurs du CIO ont longtemps été accusés de racisme car ils promouvaient l'apartheid). Sur la question du sexisme, on peut citer l'excellent travail de la socio-historienne Anaïs Bohuon qui aborde la question scandaleuse du « contrôle des sexes » par le CIO dans son livre *Catégorie « dames ». Le test de féminité dans les compétitions sportives*.

Aujourd'hui, la tendance se renverse-t-elle, comme voudrait nous le faire croire la cérémonie d'ouverture des JO de Paris 2024 aux allures subversives ? Thomas Jolly, le directeur artistique, voulait montrer des « idées d'inclusion, [...] de bienveillance, de générosité, de solidarité » à coups de symboles soigneusement sélectionnés, de personnalités « issues de la diversité » et de références aux cultures populaires et militantes. Visibiliser sert ici de vitrine promouvant la compatibilité d'un modèle ultra-libéral avec la soi-disant défense des minorités. La visibilité ne suffit pas, parfois même elle dessert les causes qu'elle prétend promouvoir en minimisant les hostilités auxquelles elles sont exposées.



La critique des JO semble partagée par un grand nombre de personnes, de par les conséquences écologiques, sociales et économiques qu'ils entraînent inévitablement. Les organisateurs des Jeux semblent avoir une longueur d'avance face à ces critiques et, prenant la mesure

de l'acceptabilité sociale, ils tentent de redorer leur image en y incluant des mesures renforçant l'inclusivité, des choix plus vertueux en termes d'écologie, un aménagement tenant compte des populations locales et des dépenses publiques maîtrisées⁴. Avez-vous été confrontés dans votre lutte à une critique de surface de la part des opposants ? Comment réussir malgré tout ça à articuler une critique radicale des JO ?

G : La critique radicale trouve sa force précisément dans sa capacité à identifier et à proposer dans son discours les racines systémiques de la nuisance spécifique à laquelle elle s'oppose. Toute la poudre aux yeux, le maquillage sous lesquels les gouvernements cachent la négativité intrinsèque à leurs réalisations ne peuvent effacer les désastres, l'exploitation, l'adhésion à l'idéologie de la domination que les Jeux olympiques comportent également. On peut trouver des interlocuteurs plus sensibles aux questions environnementales, d'autres plus attentifs au gaspillage de l'argent public ou aux conditions de surexploitation des travailleurs, ou encore insister sur les conséquences de l'aliénation et de la dépossession des formes traditionnelles de subsistance qui existent encore et sont possibles dans les territoires concernés... À mon avis, pour être vraiment radicale, toute critique doit être ramenée à une perspective

4 À propos des JO 2030 dans les Alpes, David Lappartient (président du Comité national olympique) : « des Jeux qui favorisent les transitions dans le monde de la montagne, des Jeux économes et des Jeux populaires ». Ou encore Laurent Wauquiez (président du conseil régional d'Auvergne-Rhône-Alpes) : « On veut faire les premiers JO d'hiver durables. Être les premiers à apporter la démonstration qu'on peut dans nos montagnes porter de grands projets fédérateurs en respectant l'environnement », et *last but not least*, Emmanuel Macron (président de la République française) : « Des Jeux innovants, durables et inclusifs, qui vont faire rayonner la France et sa montagne. Quelle fierté ! »

d'opposition complexe et sans médiation. Cette opposition doit s'exprimer dans des rapports organisationnels et des pratiques qui ne relèvent pas des tensions internes aux institutions ou des critiques partielles qui veulent « sauver la bonne part » de l'ordre olympique.

Comme souvent, face à des exemples aussi flagrants du désastre capitaliste, des critiques et des formes d'oppositions plus ou moins radicales (en termes de contenus et/ou de pratiques mises en œuvre) peuvent surgir. Le spectacle de la flamme olympique, du fait de sa grande exposition médiatique, a en particulier été utilisé pour donner de la visibilité à de nombreuses revendications politiques et sociales. À la fois globales et territoriales, elles allaient de la dénonciation de la répression du mouvement syndical par le sponsor Coca-Cola en Colombie à de petits ou grands conflits liés au monde de l'exploitation salariale. Dans une optique plus complexe et radicale dans l'hostilité à l'égard des stratégies de l'État et du Capital, il y avait également des oppositions aux grands projets quant à leurs retombées environnementales, économiques et sociales, et aux dynamiques de contrôle et de pacification forcée des conflits sociaux que de tels ravages charrient. Chacun a apporté sa contribution et je ne me

souviens pas de problèmes particuliers de coexistence⁵.

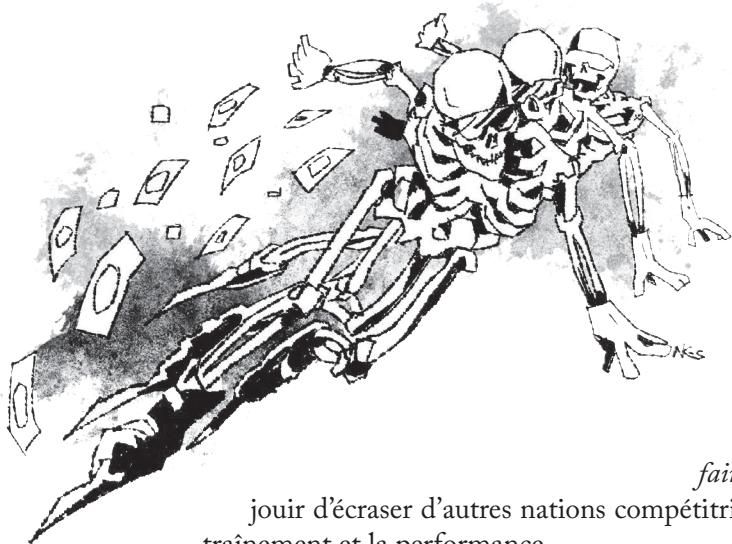
Nous continuons les échanges avec G, avec notamment des questionnements sur la détermination des États à organiser ces événements alors même qu'ils sont des gouffres financiers et un non-sens écologique. Non pas que nous croyions que les États soient, dans le fond, écolos ou économes, mais il était intéressant d'essayer de comprendre où se situent les intérêts réels de telles orchestrations.

Sur l'aspect économique nous serions bien incompetent·es pour démontrer comment, *in fine*, les États y trouvent leurs comptes. Le déplacement du capital, qui finit toujours par enrichir les multinationales privées, est une piste de réponse (les secteurs sont divers : BTP, tourisme, transport, etc.).

Mais là où nous convergions surtout avec G, c'était à propos de l'outil de propagande politique qu'incarnent les JO depuis l'époque moderne. Les États et leurs amis capitalistes engrangent certes des recettes grâce à ces événements, mais ils profitent surtout d'une occasion monstre pour faire oublier aux masses



5 Lors d'une présentation de la revue à Gap, nous rencontrions des membres du collectif No-JO qui évoquaient des difficultés quant à la diversité des moyens d'opposition. Les stratégies « légalistes », « citoyennes » ou « politiques » s'opposaient notamment aux actions directes ou à d'autres initiatives militantes plus radicales ou potentiellement répréhensibles.



laborieuses les conditions brutales qu'elles subissent. C'est une vraie opportunité pour capter le temps de cerveau disponible, pour servir le repos ou le divertissement des travailleurs et des travailleuses.

La propagande politique, c'est aussi celle d'un patriotisme fier et assumé – toujours avec l'esprit *fairplay* du sport, bien sûr – qui peut

jouir d'écraser d'autres nations compétitrices, grâce à la persévérance, l'entraînement et la performance.

L'engouement populaire pour les JO est massif. Il ne s'agit pas de blâmer les spectateurs·rices, mais nous avons conclu l'entretien en tentant d'avoir un regard critique sur cette hypnose collective, qui contribue à la perpétuation des désastres. Sous couvert de « culture », tous les canaux de diffusion sont largement sollicités pour relayer ces événements sportifs et la dose colossale de publicité qui s'y rattache. Finalement, « la fonction politique du sport est de contribuer à produire un état d'hébètement généralisé⁶ » en ramenant constamment le spectateur à un état de simple consommateur. Dans la perspective de Guy Debord, qui a théorisé « la société du spectacle », les travailleurs du système capitaliste souffrent d'un manque d'horizon et d'une impossibilité à se projeter dans une existence remplie de sens. Aliénés, les individus deviennent les spectateurs passifs et contemplatifs d'un monde chosifié duquel ils font partie comme objets et non comme sujets. Pour pallier à ce vide de l'absence de justification de leur existence, ils ont besoin du divertissement et de l'agitation pour faire face.

Finalement, la rentabilité des JO est multiple. L'endormissement des foules a trouvé son nouvel opium et « dans cette grande messe du sport-spectacle, toutes les acteur·ices de la paix sociale semblent donc y trouver leur compte⁷ ».

Malgré les luttes, les Jeux auront lieu, même en hiver, même s'il n'y a plus de neige, même s'il y a des sabotages. Les JO sont partie intégrante d'un système étatique, capitaliste, et institutionnel. S'opposer au projet olympique s'inscrit dans un continuum de luttes et de résistances qui perturbent ce système au sens large, au-delà des commanditaires et de leurs événements bisannuels. Si se battre contre les JO permet d'interagir avec les luttes sociales d'ici et d'ailleurs, parce que la domination sociale est avant tout globale, c'est dans cette discipline qu'il faudrait être performant·es, alors... faites vos jeux!

6 *Jouer les trouble-fêtes, critiques anarchistes de la mégamachine olympique*, Bus Stop Press, Marseille, été 2020.

7 Ibid.

Peut-on critiquer le sport ?

La théorie critique du sport, portée en France par Jean-Marie Brohm depuis les années 1968, distingue le jeu et l'activité physique, du sport institutionnalisé qui est lui régi par les normes, la compétition et le culte de la performance. Dans cette critique, le sport moderne véhiculerait une violence structurelle propre au mode de production capitaliste, et alimenterait les rapports de domination racistes, sexistes et nationalistes. Sans trancher sur cette question complexe de l'origine de la violence, il nous paraît utile de questionner certains aspects problématiques que le sport incarne.

Lors des grands événements, le sport est présenté comme apolitique, dénué de tout lien avec la « vie démocratique » du pays. Pourtant, les compétitions internationales servent de relais aux idées patriotiques et permettent aux personnalités politiques de montrer leur proximité avec « la nation » en participant physiquement ou médiatiquement aux événements. Au contraire, le sport est régulièrement utilisé comme justification pour la mise en place de lois et de pratiques liberticides (comme la généralisation de la surveillance algorithmique et la reconnaissance faciale à l'occasion des JOP 2024) ou pour l'étouffement de revendications et de mouvements de lutte en vue du maintien des manifestations sportives.

Les fédérations sportives et le CIO rappellent sans cesse les valeurs vertueuses du sport. Mais ne serait-il pas opportun de s'interroger sur les notions de mérite et de compétition, contre soi ou contre les autres, présentées comme vertu, dans une société déjà largement gouvernée par les compétitions économiques et sociales ? C'est dans ce cadre que les sportifs·ves sont poussés à tricher via le dopage par exemple, à abîmer précocement leurs corps et leur santé, à force d'entraînements ou de traumatismes crâniens, ce qui ne semble pas forcément vertueux.

Les intérêts de certains entrepreneurs sont à la naissance de grands événements sportifs tels que le tour de France en 1903, impulsé et financé par le journal *L'Auto*, souhaitant concurrencer le quotidien sportif *Le Vélo*, en s'appuyant sur l'héroïsation et la mise en récit de la course, mais aussi sur les revenus de la publicité.

Si les avis divergent entre travers inhérents à l'institutionnalisation du sport et simple dérive, nous constatons que la critique du sport est souvent peu audible. Le sport compétitif semble tirer profit d'une confusion car la promotion incontestable des bienfaits de l'activité physique pour la santé finit par rendre inattaquable toute pratique sportive.

Bibliographie

Jouer les trouble-fêtes, critiques anarchistes de la mégamachine olympique, Bus Stop Press, Marseille, été 2020.

ANAÏS BOHUON, *Catégorie « dames ». Le test de féminité dans les compétitions sportives*, Éditions iXe, 2020.

COLLECTIF NO-JO, « JO Alpes 2030. Stoppons la chimère olympique! », no-jo.fr
GUILLAUME DESMURS, *Le Crépuscule des Jeux. Enquête sur les JO d'hiver 2030*, Éditions Guérin, 2025.

Revue de théorie critique du sport : revue-quasimodo.org

Articles en italien disponibles sur nunatak.noblogs.org :

GUIDO, « La torcia dello Zar », *Nunatak* n° 31, été 2013 (sur les Jeux de Sotchi).

PAUL & GIO, « No Olympics on stolen land », *Nunatak* n° 7, été 2007 (sur les Jeux au Canada).

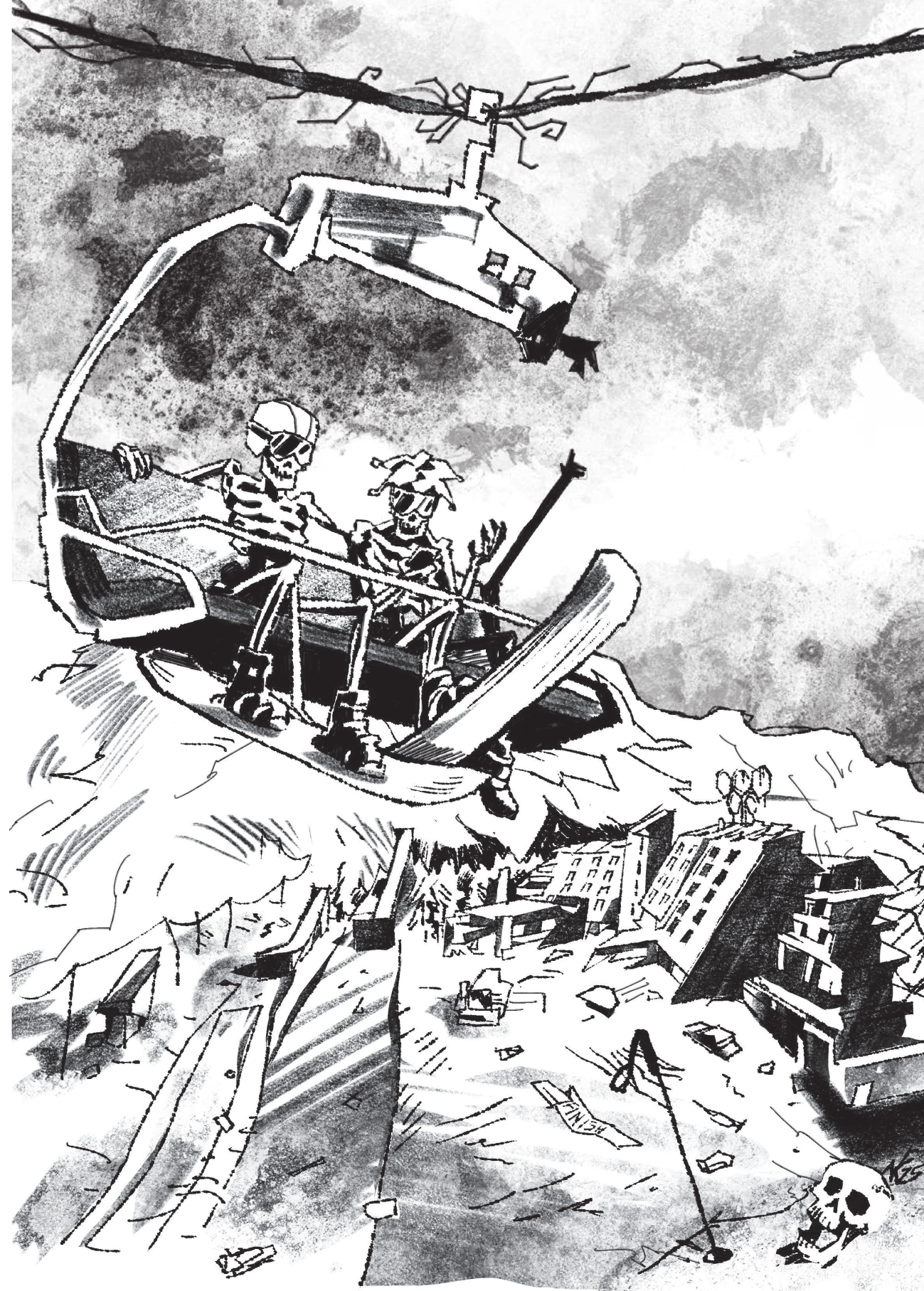
PINEROLO ANTI OLIMPICA, « Olimpiadi : un bel gioco dura poco », *Nunatak* n° 1, hiver 2005/2006 (sur les Jeux de Turin).

Articles parus dans *Nunatak* italien traduits en français :

« Réflexions autour des Jeux olympiques d'hiver de Turin en 2006 », infokiosques.net.

ANTIAUTORITARI DI VALTELLINA, « Olimpiadi ivernali Milano-Cortina 2026 », *Nunatak* n° 75, hiver 2024-2025, traduit par nos soins et disponible sur notre blog revuenunatak.noblogs.org.

Des membres de la rédaction
Illustrations de Nicco Gambassi



PAIX AUX HOMMES, GUERRE AUX PAPIERS!

EXTRAIT DU ROMAN *LA GUERRE AUX PAPIERS* DE CHARLES-FERDINAND RAMUZ

La République helvétique, fondée en 1798 sous la pression des armées révolutionnaires françaises, met fin aux charges féodales qui pesaient sur les populations rurales, pour établir un impôt constitutionnel. Mais confrontée à des difficultés financières (liées notamment à l'occupation française), et à la suite d'un coup d'État fomenté par les élites féodales, cette même République cherche dès janvier 1800 à réintroduire les privilèges fiscaux des seigneurs, tout en conservant l'impôt révolutionnaire. Face à ce doublement de l'impôt et pour éviter tout retour aux anciens privilèges, 4 000 cultivateurs vaudois signent le 29 novembre une *Adresse aux autorités du canton du Léman* (aujourd'hui canton de



Vaud) qui demande notamment la destruction des documents attestants des droits féodaux.

Après une période de fermentation, la révolte des campagnes vaudoises prend un autre tournure : dans la nuit du 19 au 20 février 1802, une foule de paysans forcent la porte du château de La Sarraz et s'emparent des archives stockées dans la chambre forte. Tous ces titres féodaux finiront noyés dans la Venoge ou brûleront dans un grand feu de joie sur la colline voisine du Mormont.

C'est le début du mouvement des Bourla-Papey (du patois vaudois signifiant Brûle-Papiers), en référence à ce mode opératoire reproduit dans de nombreuses communes du canton, un « mouvement insurrectionnel paysan, qui a accéléré la transformation sociale du pays, alors que la révolution de 1798 contre le régime bernois était essentiellement bourgeoise et urbaine », d'après l'historienne Danièle Tosato-Rigo.

De très nombreux paysans, 2 000 selon certaines sources, se dirigent le 1^{er} mai vers Lausanne, le chef-lieu, avec l'intention de mettre le feu aux archives conservées à l'hôtel de ville et dans la tour de la cathédrale. Cet épisode inspira plus tard, en 1942, l'écrivain lausannois Charles-Ferdinand Ramuz, dont nous proposons ici un extrait de son roman *La Guerre aux papiers*. Loin d'un récit qui idéaliserait la révolte paysanne (cette marche se soldera d'ailleurs par un échec), Ramuz choisit le burlesque pour dépeindre ces insurgés quelque peu désordonnés. Comme souvent dans son œuvre, les reliefs, la faune, les saisons, la végétation et ses couleurs, semblent prendre part aux événements autant que les protagonistes.



Ce fut dans la nuit du 1^{er} au 2 mai qu'on donna le signal du rassemblement, dans tout le pays de l'Ouest. Il fut donné d'autant plus tôt que les villages étaient plus éloignés de Lausanne.

[...]

Dans le silence de la nuit et dans le sombre de la nuit il y a eu un village, un deuxième, un troisième qui ont été alertés, et les plus éloignés ont été les premiers debout; et on s'habitua à l'ombre, et on s'apercevait dans l'ombre et on se reconnaissait pour finir malgré l'ombre : « Ah! c'est toi. Salut! Tu as bien dormi? – Pas trop, et toi? – Pas trop, non plus. – Alors, on y va? Où sont-ils? »

Ce qui faisait ici un contingent, ici un autre, ici encore un autre; ce qui va faire trente, quarante contingents – cette nuit du 1^{er} au 2 mai, où on est partis pour Lausanne, parce qu'il y a là-bas, dans la

tour de la cathédrale, une très vieille tour en molasse avec des saints en pierre qui veillent dans le bas, les archives; et qu'on va s'emparer des archives pour en être à jamais débarrassés.

Ce fut une grande expédition.

Ils ont réveillé les petits oiseaux dans les bois. Ils ont inquiété les renards qui entraient d'avoir été chercher la nourriture de leurs petits. Ils ont vu passer devant eux, au-dessus de la route, les oiseaux de nuit qui ne font aucun bruit en volant, mais se soutenaient silencieusement dans leur vol, faisant sur le ciel une tache indistincte. Ils avaient quelquefois plus de quatre heures de marche en perspective, et ça va donner soit si la chaleur s'en mêle.

Mais, pour le moment, il faisait encore frais et presque froid, à ces hauteurs, pour ceux qui venaient du pied du Jura; en outre, ils étaient encore un peu endormis, et ne parlaient guère, marchant les uns

derrière les autres sans beaucoup d'ordre, tous habillés de noir, tous habillés pareil pour le moment.

Ceux de Bossenges s'étaient engagés sur la route de Saint-Georges.

Ceux de Bossenges cheminaient entre des bois pleins de chouettes qui vous font peur quand on est seul; seulement ils étaient une trentaine.

Une bonne idée tout de même d'avoir choisi le commencement de mai pour procéder à ce rassemblement.

Les foins sont loin d'être mûrs. On a même pas commencé à faucher l'herbe, le blé n'est encore qu'une

mousse verte qui fait comme un tremblotement au-dessus des champs où on l'a semé : on peut s'absenter pour un jour, même deux, même trois : c'est bien ce qu'ils font, ils s'absentent.

Et Borchat, qui parlait peu d'ordinaire, était, cette nuit-là, le plus bavard du contingent; il disait à Truan : « Tu verras, mon équipement : tout est propre, tout reluit... La buffleterie, on n'ose pas la regarder, tant c'est blanc... Mes souliers, c'est des miroirs... »

Truan ne répondait guère.

– J'ai trente cartouches dans ma giberne... On est d'attaque. Il nous faudrait seulement être avant midi dans cette tour, si on veut avoir un peu de bon temps...

Ils arrivaient à Saint-Georges.

Il ne faisait pas encore clair et une partie du contingent de Saint-Georges s'était déjà mise en route. Il n'y a eu que quelques hommes qui se sont joints à eux dans le village; il n'en ont pas moins été une cinquantaine à prendre la pente vers Maurepaz, et c'est beau, parce qu'on s'élève.

Ils étaient maintenant sur le versant opposé du vallon où est Saint-Georges et il faut d'abord monter : alors la vue se dégage soudain, en même temps que le jour se lève.

On voit maintenant loin vers le sud, à cause de l'ouverture du vallon vers ce côté-là, eux se haussant sur une bosse qu'ils auraient à suivre ensuite dans la direction de Lausanne; et ils étaient sur le point d'y atteindre quand la mince peau qui couvrirait le ciel s'est encore aminci à l'horizon, a été comme de l'étoffe qui s'élime à force d'être portée.

Elle a changé de couleur.

Elle est devenue plus blanche comme certains boutons de rose, où le rose n'ose pas se montrer tout de suite, et il faut que

les pétales se déplient pour que la coloration apparaisse et l'incarnat – comme il arrivait à présent sur ces collines à l'est qui elles aussi s'éclairent peu à peu et se colorent, et eux-mêmes sont éclairés.

Apercevant alors là-bas et de tous côtés sur les routes et les chemins, sur ces revers, le long des talus, par les pentes, d'autres troupes d'hommes en marche et armés : une dizaine ici, une vingtaine là, et encore quelques hommes isolés qui se hâtaient par des raccourcis – et toutes ces troupes n'allaient plus n'en faire qu'une, parce que ces chemins sont comme les ruisseaux qui se jettent dans les rivières, c'est les routes; et les routes finissent par ne plus être que deux ou trois où on finira par se retrouver. Et à présent ils se voyaient eux-mêmes, et étaient métamorphosés, étant maintenant habillés de couleur : du rouge, du blanc, du bleu, sous le petit ciel gris; mais c'est de l'orient que vient la lumière et le soleil va se montrer : alors ils ont commencé à parler et à plaisanter, et à s'examiner les uns les autres, tandis que les baïonnettes brillaient.

Ils regardaient Borchat, ils lui disaient : « Tu es beau! » Et Borchat n'avait attendu que la venue du jour pour parader, et était fier de lui, disant : « Hein? Et j'ai tout cousu moi-même, et j'ai tout poutzé¹ moi-même, les boutons, les courroies, ma giberne, mes souliers... »

On ne le reconnaissait pas, il était tout neuf. Et les autres aussi étaient beaux à voir, avec leurs shakos à plumets, leurs tricorues, quelques-uns en habits civils, certains encore dans des habits moitié civils, moitié militaires, et ayant par exemple un chapeau sur la tête ou bien, au lieu de

1 Germanisme utilisé en Suisse romande, signifiant « nettoyer ».



guêtres, leurs gamaches en toile blanche qu'ils se mettent autour des jambes quand ils vont labourer, et ceux des vignes tailler leur vigne.

Étant arrivés sur la bosse, au-dessus du pays, et considérant le pays qui s'ouvrait à droite et à gauche, en même temps qu'un léger coup de vent, comme avec un couteau, avait fendu de haut en bas la brume qui cachait vers le sud les montagnes; alors elles étaient apparues, immenses, suspendues en l'air, ne reposant sur rien du tout, toutes bleues, et la neige qui avait fondu n'habitait plus que leurs couloirs, leurs replis et les places à l'ombre, y faisant tantôt de longues coulées finissant en pointe et qui descendaient encore très bas, tantôt de larges taches coupées de rochers et de hautes parois.

Ce matin du deux de mai 1802, sur la route.

Ils étaient tout le temps rejoints par des troupes qui arrivaient latéralement par les chemins.

Les auberges dans les villages étaient pleines de monde; on leur criait par la fenêtre : « Attendez nous! »

Ou bien on ouvrait la fenêtre et on leur criait : « Arrivez, on a bien le temps, venez boire un verre... »

Et il y avait devant les auberges des chars à échelle qui avaient amené jusque là ceux qui n'avaient pas voulu venir à pied, les paresseux; ayant, ces chars, des drapeaux verts aux quatre coins, et les chevaux étaient en train de manger l'avoine dans les mangeoires,

de laquelle avoine on n'avait pas été avare; avec également le monde qui regardait sur le pas des portes; et on saluait au passage tous ces hommes, le long de la route; et même on leur faisait signe de loin dans les champs par un chapeau qu'on lève en l'air ou une main qui est secouée dans leur direction, rares étant ceux qui se détournaient, ou bien faisaient semblant de ne pas les voir.

Tout le pays des hommes qui descendait vers Lausanne.

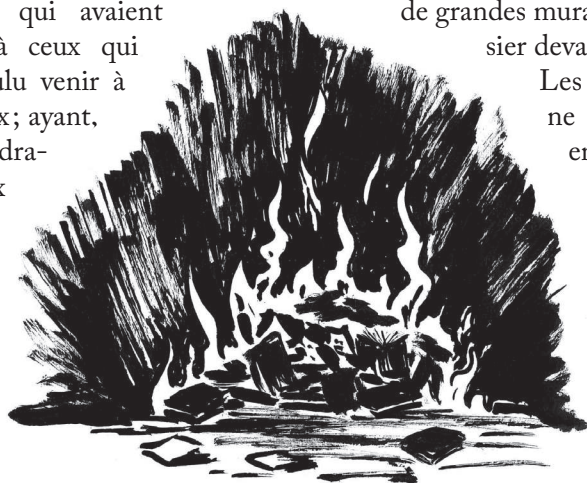
Car, malgré les bosses et les replis (comme quand on a froissé du papier dans sa main et il est plein de renflements et de cassures), le terrain malgré tout cède à son affection pour le sud, où est le lac, et s'y affaisse; et, à mesure qu'on s'y laissait aller, on avançait dans la saison, on sortait de l'hiver pour s'acheminer vers l'été.

Ils ont passé des régions où les feuilles étaient à peine sorties à celles où il y avait des marronniers couverts de fleurs et de verdure.

Des régions où il n'y a que des bois de sapins à ces autres régions où commencent les bois de hêtres : et d'abord ils n'étaient hantés et habités que par une légère fumée qui laissait voir en transparence les branches et les troncs; ils sont

devenus de plus en plus denses, faisant de grandes murailles à crépi grossier devant vous.

Les oiseaux là-haut ne chantent guère encore; ici, il y avait un concert bruyant dans tous les arbres, des cris, des sifflets, des roulades, des appels : le



merle, le pinson, la fauvette, le loriot; là-haut, les arbres fruitiers ne montraient que des bourgeons cotonneux, mais, à ces étages de plus bas, il avait neigé sur les vergers : aux étages de plus bas encore, cette neige devenait grise et, au milieu de cette neige grise, les feuilles étaient d'un vert acide et dur.

Les pommiers se montraient tout roses, et les pêcheurs de plein vent dans les vignes

avaient été déjà soufflés par la bise, mais il y avait ces vieilles souches barbuées de mousse qui ont des cornes, où prenaient naissance à présent de frêles pousses couleur de miel déjà longues comme le doigt. Le 2 mai 1802, au matin.

Illustrations de Julien rochedreux
julien.rdx@gmail.com

Pour ceux qui voudraient entrer chez Ramuz

A comme apocalyptique : sur fond de chute, tragédie biblique, ou grecque quand Vénus exerce ses ravages (*La Beauté sur la terre*) et de transgression des limites, seuil du haut et seuil du bas (*La Grande Peur dans la montagne, Le Gros Poisson du lac*). Aube comme victoire de l'espoir (*Si le soleil ne revenait pas*).

B comme besoin de grandeur, Ramuz y met en cause la neutralité de la Suisse. C'est si petit!

C comme cruauté et rudesse de la montagne, contre une tradition d'idéalisation religieuse stéréotypée. Mais aussi C comme cinéma, la montagne est belvédère, lieu de plongée, contreplongée (*Farinet ou la fausse monnaie*).

D comme diable, il s'y promène souvent (*La Grande Peur dans la montagne, Le Règne de l'esprit malin*). Mais aussi comme *Derborence* où la vie retient le vivant au bord de la mort.

E comme élémentaire, parti pris des choses simples, les mots les touchent au plus près : pain, fromage, vin, terre, rochers, glacier, pics, eaux, ciels, maisons, fenils, bisesses, amours, passions, prédatons, émotions... La phrase va au contact du fondamental.

F comme foyer de perception, chez Ramuz le regard est très souvent situé, focalisé. Mais il y a aussi ce *on* polyvalent, *on* de la communauté ou *on* qui signale une présence mystérieuse. C'est le regard du peintre que l'auteur aurait pu être (*Aimé Pache, peintre vaudois*).

G comme guerre, guerre pour rire, *La Guerre aux papiers*; *La Guerre dans le Haut-Pays*, plus sérieuse, et surtout la guerre au cœur de l'humaine condition.

H, I, J, K, L comme lac (*Vie de Samuel Belet*), L comme langue réinventée, M comme montagne reflétée dans le lac, du coup *on*, N, O, a deux soleils.

P comme paysans accordés à la nature, aux saisons, paysans du canton de Vaud, du Valais, mais sans régionalisme, car l'universel est dans le local. Le pays de Ramuz est un monde.

Q, R, S, T, U, V, W, X, Y, Z... Lecteur, tu complèteras, je dois partir et monter avec Ramuz (*Montée au grand Saint-Bernard*) or « le temps fait ses arrangements »...

Bernard Nouis

CE BARRAGE NOUS FOUT LA RAGE

RÉCIT D'UNE LUTTE VICTORIEUSE EN HAUTE-LOIRE

Une fois n'est pas coutume, nous présentons ici le témoignage d'une lutte victorieuse, un récit singulier contre la construction d'un barrage en Haute-Loire dans les années 1980. Cet article questionne la manière dont se raconte l'histoire en faisant la part belle aux souvenirs et à ce que l'on appelle aujourd'hui « l'histoire orale ». L'autrice, née dans l'effervescence de la lutte, a recueilli les témoignages de Régine et Jacques qui y ont pris part. Si elle a pu les enregistrer, c'est qu'elle a partagé des moments forts en leur compagnie depuis son enfance. Les deux comparses livrent, trente-sept ans plus tard, des souvenirs touchants, ceux de militant·e·s auquel·le·s « la lutte a tout pris », qui ont « donné sans compter, avec enthousiasme et honnêteté ». Mêlant humilité et émotion, le récit de cette lutte populaire redonne une place à certain·e·s de ses protagonistes oublié·e·s et mis à l'écart.



Gorges de la Loire, fin des années 1980. Un barrage est annoncé sur le site de Serre de la Fare. La retenue longue de quinze kilomètres prévoit d'engloutir les gorges, les prés, les forêts, quelques hameaux et fermes isolés. Les élus locaux, de la droite conservatrice aux socialistes, sont favorables à cette construction, notamment suite à la crue dévastatrice de septembre 1980. Si aujourd'hui on connaît la Loire sauvage, c'est grâce à une poignée d'« hurluberlu·e·s » qui ont lutté pendant une petite dizaine d'années. Hurluberlu·e·s, elles et eux-mêmes étonnés de s'être rencontrés et d'avoir arrêté ce projet. Quelques livres ont été publiés sur cette histoire. Si j'ai demandé à Régine Linossier et Jacques Adam de me raconter leur histoire suite à la lecture d'une BD¹, c'est parce que je n'y avais pas reconnu les copains et les copines de mes parents. Il ne restait que les « instruit·e·s ». Les illustrations de cette fiction s'inspiraient de photos existantes tout en changeant les protagonistes. Les récits que je connaissais de cette période étaient plus drôles, plus pétillants, plus humbles et aussi plus complexes. Alors j'ai eu envie d'en écrire une partie, pour moi plus symbolique de ce qui se passe pendant une lutte. Qu'est ce qui fait que cette lutte a été victorieuse ? C'est ce que vont me raconter Régine et Jacques autour d'un thé, un après-midi gris du mois d'avril 2025. J'ai grandi non loin de ces gorges. Régine et Jacques, je les connais depuis toujours.

C'est mon paysage d'enfance et mon paysage amical et militant. Une complicité qui permet cet échange même s'il nous paraît trop formel. L'enregistreur qui tourne nous impressionne, on rigole, gêné·e·s, on balbutie et les questions commencent. On prend finalement nos aises à mesure que le thé infuse. Jacques et Régine déroulent pendant quatre heures leur récit, se répondent l'un l'autre, avancent dans la trame et j'ai peu besoin d'intervenir. Il y a des rires de connivence, des sous-entendus bien sûr, des pudeurs dites hors micro, des taquineries et des oublis.

Régine est native de Solignac-sur-Loire, une des communes concernées par le barrage. Quand le projet de barrage est annoncé pour la seconde fois dans les années 1980, Régine a 40 ans. Elle est dans une vie qu'elle décrit comme bourgeoise et sans souci : mariée, elle a deux enfants, jeunes adultes, et travaille. « J'étais écolo dans l'âme, ajoute-t-elle. J'ai toujours été écolo depuis mon enfance avec mes grands-parents et mes parents. D'ailleurs, on parlait pas d'écologie, c'était souvent une survie à l'époque ! » Pour elle, les gorges de la Loire, c'est les soirées pêche avec son père, les pique-niques avec ses enfants. « Alors les voir engloutir pour refroidir les centrales nucléaires », ça lui paraît incompréhensible.

Jacques, c'est un *estranger*² bien qu'il travaille en tant qu'éducateur en Haute-Loire depuis quelques années. Militant de longue date sur les questions nucléaires, il

1 Alain BUJAK, Damien ROUDEAU, *L'Eau vive. Un grand combat écologique aux sources de la Loire*, Futuropolis, 2020.

2 Terme occitan pour désigner quelqu'un qui n'est pas du coin. On peut être un *estranger* quand on vient d'un village à 30 kilomètres ou du département voisin... C'est l'occasion de préciser que les habitant·e·s de la Haute-Loire se nomment les Altiligérien·ne·s et ceux du Puy-en-Velay les Ponot·e·s.

se balade pour projeter des films sur les mines d'uranium avec un matos sommaire. « Au début, reconnaît-il, ces histoires de barrages, c'était pas mon souci ! J'en avais un peu entendu parler dans les coordinations écolos régionales. J'avais tendu l'oreille parce que j'étais locataire d'une ancienne école perchée au-dessus de la gorge. »

L'histoire que Jacques et Régine me racontent est peu connue car c'est celle du tout début de la lutte. Celle de la création du comité SOS Loire Vivante, rattaché aux Amis de la Terre du Velay, avant que l'association locale indépendante SOS Loire Vivante se crée.

L'aménagement de la Loire et de ses affluents

En 1971, un premier rapport décrit la construction potentielle de quatre barrages : Serre de la Fare et Villerest sur la Loire, Le Veudre sur l'Allier, Chambonchard sur le Cher et Naussac II, nouvelle retenue devant alimenter le barrage de Naussac sur le Haut-Allier. Ces barrages sont censés soutenir l'étiage de la Loire pour permettre de refroidir les centrales nucléaires.

À Serre de la Fare, dans les années 1970, l'opposition des pêcheurs et des paysan·ne·s avait suffi à reléguer le projet pour un temps. Tandis qu'à Naussac comme à Villerest, les barrages se construisent malgré les fortes oppositions locales.

En 1983, l'établissement public d'aménagement de la Loire et de ses affluents (ÉPALA) est créé et relance les projets de barrages. L'argument de la régulation des crues est ajouté. Après les inondations de 1980, ça rassure et ça permet d'obtenir l'approbation des élu·e·s.

Trois collectifs différents aux noms proches :

Loire Vivante : association nationale créée en 1986 au Puy en réaction au programme de l'ÉPALA. C'est l'initiative d'associations environnementales comme la Fédération Rhône-Alpes de protection de la nature (FRAPPA), la Fédération française des sociétés de protection de la nature (FFSPN), la Société pour l'étude et la protection de la nature (SEPN), Nature Centre, des fédérations de pêche et le WWF France et International. De nombreuses et nombreux scientifiques sont mobilisé·e·s. Une coordonnatrice basée à Nantes est embauchée, son poste est financé par le WWF.

Le comité SOS Loire Vivante existera de février 1988 à juin 1989. Il est initié par les Amis de la Terre du Velay, à qui il sera rattaché légalement, pour qu'une lutte locale s'installe : « Parce que Nantes, c'est loin et que le massacre des gorges de la Haute Vallée de la Loire et de la Gazeille, c'est en Haute-Loire ! » Ce comité fédérera les opposant·e·s au projet de barrage de Serre de la Fare pour récolter de nombreuses réponses à l'enquête d'utilité publique qui se déroulera entre le 1^{er} mars et le 15 avril 1989. Il assurera l'organisation de la manifestation européenne de mai 1989.

SOS Loire Vivante : association créée en juin 1989, elle est censée formaliser l'existence autonome du comité. Elle évincera petit à petit les militant·e·s de la première heure. Elle perdure encore aujourd'hui sous le nom de SOS Loire Vivante-ERN (European River Network).

Aujourd'hui, ces trois entités sont souvent confondues, niant leurs différentes existences au moment de la lutte, laissant imaginer qu'elles ont été identiques.

« C'était à la fois bordélique et assez autogestionnaire »

Dispersé·e·s et sans liens, ils et elles sont quelques-un·e·s à commencer la lutte au Puy-en-Velay. Il y a une poignée d'amoureux et amoureuses de la Loire, dont Régine sait encore égrainer les noms, « Six, on était six ! Naïfs, mais on y allait avec le cœur ! » Le samedi matin au marché, ils et elles tiennent des stands sur des tables de pique-nique et tous les dimanches sur des points stratégiques : les promenades au bord de la Loire, au pont de Chadron ou à la source de Bonnefont. Jacques, quant à lui, débute un travail administratif de militant écolo. En 1981, il crée l'association locale Les Amis de la Terre du Velay³, qui se révélera être une fabuleuse caisse à

outils. Grâce au réseau Uranium⁴, Jacques est formé aux enquêtes publiques et en connaît les principales étapes. Il rassemble diverses informations sur le barrage. Il récupère le dossier d'enquête sur l'utilité publique auprès de la préfecture où se trouve l'étude d'impact et le plan d'expropriation. Avant l'ouverture de l'enquête, il essaie de trouver des vices de forme en faisant constater par un huissier le défaut d'affichage dans plusieurs mairies. Il sait aussi que les enquêtes publiques peuvent être un bon moyen pour mobiliser les gens.

La naissance du comité SOS Loire Vivante est assez floue et il restera informel jusqu'en juin 1989. Il semble que ce soit le croisement de plusieurs volontés



Extrait de la BD *L'eau vive* citée p. 45

Photo prise par Michel Soupert sur le site occupé. De gauche à droite : Régine au service, de dos sûrement J. Arnould et deux militants réguliers au nom évaporé, F. Fabre, trésorier du comité et E. Bor, technicien pour les solutions alternatives au barrage.

3 La fédération des Amis de la Terre France est une association créée en 1970. À l'époque, une poignée de citoyen·ne·s prennent conscience des impacts néfastes de la société de consommation et décident de s'engager pour changer le système.

4 Dans les années 1980, une forte contestation contre l'extraction de l'uranium, premier maillon du nucléaire civil et militaire, voit le jour en France et se constitue en réseau. Différentes associations régionales, concernées par les projets de mines d'uranium, ont un bulletin d'information bimestriel « Info Uranium » et tiennent au moins une réunion nationale par an. Ce bulletin explique les subtilités du Code minier et des enquêtes publiques publiées dans le bulletin des annonces légales. Aujourd'hui, le Collectif mines d'uranium (CMU), adossé à la Commission de recherche et d'information indépendantes sur la radioactivité (Ciriad), travaille sur le suivi de « l'après-mine » et ses pollutions qui n'ont pas disparu par miracle, ainsi que sur les mines d'uranium à l'étranger.

qui œuvraient jusque-là distinctement dans leur coin : un journaliste de *L'Éveil*, des militant·e·s comme Jacques agissant au niveau juridique, des archéologues travaillant sur des grottes de la Beaume, Régine et quelques anonymes mobilisé·e·s. Régine et Jacques se souviennent de l'appel à la première réunion dans les journaux sans se rappeler des signataires. Ils sont quelques « fêlés » à se retrouver sans forcément se connaître. Ce soir-là, la mairie du Puy les promène de salle en salle. Le comité va ensuite se retrouver le vendredi soir chez les un·e·s et les autres, le temps qu'un centre social les accueille.

Jacques, habitué des causes perdues et solitaires, est ébahi par l'ampleur de la mobilisation locale. Il se fait le relais auprès d'autres associations au niveau national pendant que les locaux·les, infatigables, font du porte-à-porte pour convaincre et faire signer les pétitions. Ils et elles tractent à tour de bras et collent des affiches dans tous les environs. À Paris, Jacques espère trouver des naturalistes, des scientifiques capables de construire un argumentaire pour invalider la construction du barrage. Suite aux défaites des luttes contre les barrages de Naussac et de Villerest, les grosses assos écolos sont d'abord frileuses à l'idée d'apporter leur aide. « Elles pensaient que la lutte était perdue d'avance », explique Jacques. Finalement, Jacques revient avec une lettre type argumentée, qui pourra être signée par les personnes s'opposant au barrage. À la mairie de Chadron, sous la neige, cette lettre est présentée au comité. Il se trouve qu'une autre militante de la FRAPNA a fait un travail similaire en parallèle et a abouti à une autre proposition. Jacques soutient :

« Le fait d'avoir deux lettres différentes, ça a démultiplié les possibilités. En plus, [la militante de la FRAPNA] était fille de commerçant, du coup on a pu en déposer dans tous les magasins du Puy. »

Régine, fille du pays, fait du porte-à-porte pour recueillir des signatures. Les gens l'accueillent aimablement parce qu'elle est connue de toutes et tous. Pourtant, elle se souvient : « Une fois, j'arrive dans une ferme pour faire signer la lettre de contestation et les gens me disent que mon père venait de partir. Il faisait le tour pour convaincre les gens de vendre leurs terrains à l'ÉPALA. Lui, il était pour le barrage. »

L'enquête publique va être un tollé dans la Haute-Loire conservatrice : il y aura 4 000 dépositions défavorables recueillies entre le 1^{er} mars et le 15 avril 1988. Le Puy compte alors à peine plus de 20 000 habitant·e·s. Alchimie réussie entre des habitant·e·s concerné·e·s et des militant·e·s plongé·e·s dans les méandres administratifs. Après cette avalanche de contributions, les commissaires enquêteur·ice·s émettent un avis favorable avec plusieurs réserves contraignantes auxquelles l'ÉPALA doit se soumettre. C'est un grain de sable dans la machine, un moment qui permet de compter les forces vives tout autant que de saisir l'attachement fort des atiligiérien·nes à la Loire.

1989, la lutte s'emballe


L'année 1989 ouvre ses portes avec des sombres nouvelles. Brice Lalonde, ministre de l'Environnement pourtant écologiste, autorise la construction du barrage de Serre de la Fare. Le préfet signe rapidement la déclaration d'utilité

publique. Les premiers engins arrivent sur le site au mois de février et sont arrêtés par les militant·e·s. C'est le début de l'occupation, d'abord dans une tente militaire en bord de route puis rapidement sur le site de Serre de la Fare sur les rives de la Loire. Une caravane et une première cabane, vont permettre à tout un chacun de se relayer nuit et jour pour empêcher des travaux éventuels. Régine se souvient : « Je quittais le travail le soir, je prenais quelque chose à manger à partager, j'allais au site, j'y dormais et le lendemain, je retournais au travail. Mes enfants, ils m'ont pas beaucoup vue à l'époque. » Sur le site, la vie s'installe et perdurera jusqu'à l'abandon du barrage. C'est un joli méli-mélo de personnes de tous horizons, de tout milieu et de toutes

nationalités. « Localement, les gens sortaient de leur milieu pour rencontrer d'autres personnes, commente Régine. Ça recomposait les relations. Moi, j'ai pas parlé à mes parents pendant dix ans et j'ai noué des amitiés avec des personnes qui en avaient dans la tête, beaucoup plus que moi. » Face à l'occupation illégale et à certaines actions, l'association Loire Vivante convoque le comité SOS Loire Vivante à Versailles. Cinq personnes, dont Jacques, s'y rendent. L'objet de la réunion ? Le comité porte quasiment le même nom que cette association et, en cas d'actions illégales, celle-ci a peur que ça lui retombe dessus ! Cela n'empêche pas l'association Loire Vivante de défiler en tête lors de toutes les manifestations déclarées.

En mars, se déroulent aussi les élections municipales. Une liste écologiste se monte et Régine en fait partie. Un autre travail colossal : travailler un programme, former une liste complète. Celle-ci fait le meilleur score écologiste au niveau national avec 17% au premier tour et 22% au second. Elle refuse de s'allier au Parti socialiste (PS) pour le second tour. Celui-ci demandera de suspendre les travaux du barrage seulement en avril, tandis que les militant·e·s du comité SOS Loire Vivante exigeaient de ne pas les commencer depuis déjà un an. Cette victoire électorale a été une grosse fête sur le site. Pour Régine, fille d'ouvrier, n'ayant pas fait de grandes études, ce sera le début de six années de commissions face à des élu·e·s de droite ou socialistes avec pour seule formation celle du terrain.

Dans le même temps, le comité organise un rassemblement européen pour le week-end du 1^{er} mai. Jacques et Régine en rigolent encore : « On a envoyé



MANIFESTATION

8 SAMEDI 15 H. DEPART PLACE MICHELET
OCTOBRE LE PUY EN VELAY

POUR

- Des alternatives au barrage de Serre de la Fare.
- Un moratoire de 3 ans pour les projets d'aménagement de la Loire présentés par l'E.P.A.L.A.

A l'appel de : Comité S.O.S. Loire Vivante, Les Amis de la Terre du Velay, Fédération de Protection de la Nature de Haute-Loire, F.R.A.N.E., F.R.A.P.N.A., Loire Vivante Nationale, Vert Auvergne Ecologie, Fédération Départementale de Pêche de l'Indre-et-Loire, Nature et Progrès 43.

les invitations bien avant de savoir où seraient logés les participants et quel serait le programme. » Finalement, un stade en banlieue du Puy pourra être utilisé pour camper et monter des chapiteaux. Une manifestation se déroulera dans les rues du Puy le samedi soir, une randonnée sur le site le dimanche. Mais la météo altiligérienne joue parfois des tours et quelques jours avant est annoncée une grande vague de froid ! C'est le branle-bas de combat, on fait le tour des lycées laïques et catholiques pour louer les internats. Quelques bus seront coincés dans la neige en venant au Puy. Malgré le monde et le climat, tout se déroule à merveille. En traversant la vieille ville, le cortège trouve tous les commerces ouverts, l'affiche du rassemblement accrochée aux vitrines. Chacun·e y va de son estimation : 5 000, 8 000, 10 000 participant·e·s, en tout cas beaucoup ! Le dimanche, les Robin Wood⁶ déploient une banderole gigantesque sur le rocher Saint-Michel et se font interpeller. Les participant·e·s de la marche s'arrêtent, s'assoient, menacent de revenir au Puy en masse. Les escaladeurs seront relâchés et la randonnée reprendra. C'est un week-end joyeux, qui donne force et soutien à celles et ceux qui luttent au quotidien sur le site. Le bilan financier est par contre catastrophique et le récit du trésorier truffé d'humour : « Les casquettes brodées étaient, soit, fort belles, mais absolument pas rentables. De plus, nous les avons bradées. Ce n'est peut-être pas à renouveler. » Au moins de juin, le trésorier annonce un déficit d'environ 170 000 francs.

Le WWF International et France Nature Environnement entrent alors dans la

danse de la lutte locale. Le premier émet un chèque en franc suisse qui couvre la dette et envoie un *campaign officer* chargé de superviser les actions. Le comité devient une association officielle, nommée SOS Loire Vivante, qui devra rendre des comptes à ses financeurs. Elle reprendra cependant le même logo, le même journal et le même local, ce qui prête parfois à confusion. Petit à petit, les militant·e·s de la première heure s'éclipseront au profit de militant·e·s professionnel·le·s et chevronné·e·s.

Du site aux autres luttes : une vie intense et forte

Serre de la Fare est occupé de 1989 à 1994, nuit et jour. Cette occupation sur le site où doit se construire le barrage en fait le centre névralgique. Les engins, repoussés plusieurs fois, ne pourront jamais attaquer les travaux. Pour s'informer des éventuelles arrivées d'engins de chantier ou de gardes mobiles, un relais téléphonique est mis en place : une personne appelle une deuxième qui en appelle elle-même plusieurs, et ainsi de suite. En cas de problème, ça permet d'être réactifs et de rameuter du monde très rapidement. Alors qu'en 1990 le président de l'ÉPALA déclare que « la construction du barrage ne sera pas arrêtée par dix énergumènes », ce système permet de regrouper trois cents personnes en trois heures pour un rassemblement.

Sur le site, un mélange étonnant de personnes se croisent, restent parfois pour une nuit ou pour quelques années. Durant toute la discussion, Jacques et Régine énumèrent : les natifs, des jeunes et des moins jeunes, des gens qui travaillent et

qui viennent avec leurs enfants, des militants écolos allemands et suisses, des gens venus squatter le site pour l'ambiance sans connaître vraiment la lutte, parce que c'est un endroit où manger et dormir. « Ils étaient tous aussi importants, souligne Régine, car ils étaient présents non-stop et prêts à faire des petites tâches : nettoyer le site, couper les légumes, vider les toilettes sèches alors que parfois les militants... ils étaient plutôt occupés à parler. » Des personnes y sont passées pour quelques jours de vacances, d'autres s'y sont installées avec leur propre cabane et leur potager. Des militant·e·s du bout du monde débarquaient. Parfois, ils et elles connaissaient les enjeux de la Loire et des rivières mieux que les locaux·les. Il a fallu manger, s'entendre, dormir, prendre des décisions, parfois monter le ton et se réconcilier. Finalement, pendant le dur du combat, les gens se mélangent, échangent, discutent, essaient de se comprendre. Régine connaît les voisin·e·s et les chemins, elle fait souvent le lien : « J'ai passé des heures à discuter sur le site avec des

gens, pour les comprendre, pour faire du lien. C'était un gros boulot. »

Une buvette est montée sur le site : elle est ouverte tous les week-ends, propose des concerts. S'y croisent des personnes renommées, journalistes, politiques et des petites gens autour d'un verre. Puis une deuxième cabane est construite, plus grande, plus solide, avec un poêle à bois et un piano. Elle se nommera La cabane de la Loire et deviendra le cœur du site. Finalement, c'est là que les tracts se plient, les badges se colorient, le journal s'écrit, les discussions se font, les étiquettes des cuvées de bière se collent. La cabane est le lieu d'expérimentation et de connaissance : balade botanique, fabrication de four solaire, explication du moteur au gaz pour les voitures. C'est le chaudron de toutes les actions petites ou grandes : bombarder les voitures des officiels de peinture, annuler l'hôtel où les huiles devaient dormir et manger, taguer les routes, préparer les manifestations parisiennes avec des centaines de mètres de tissus bleus, suivre des camions de travaux

pour savoir où ils vont, se rendre en masse au conseil général lors des réunions publiques pour faire des canulars. « On faisait des coups tout le temps ! On était impertinents ! » En tant que président des Amis de la Terre, Jacques est convoqué à la gendarmerie pour répondre sur différentes actions :

« J'y suis allé quand les flics devenaient insistants. Ils pouvaient pas trop me coincer. Faut dire que je



Photo prise en 1988, sur le pont de Chadron. Au milieu, Jacques, à sa droite A. Waechter candidat des Verts à la présidentielle de 1988, et M. Gay. À sa gauche J. Giron premier trésorier du comité, et M. Roudil maire de Chadron.

6 Association allemande d'activistes écologistes présente dès le début de la lutte.



m'étais préparé, j'avais écrit un papier inspiré par le *Guide du militant*⁷, en énonçant que j'étais encarté aux Verts et à la CFDT. J'avais pas signé la déposition en m'excusant auprès de l'officier. C'était M^e Langlois qui le conseillait dans son livre. Et puis, j'avais pas d'enfants, j'étais locataire, alors ils avaient peu de moyen de pression. »

Au fur à mesure, la lutte s'étend et ouvre des portes, créant des liens avec d'autres lieux de contestation : on accueille des activistes d'autres causes. Serre de la Fare gagne sa petite renommée et à ce titre est invitée ou s'invite sur d'autres mouvements. Régine s'émerveille encore : « On a grandi en même temps que notre lutte, on s'est intéressé à la Loire entière, aux autres luttes et plus seulement à notre petit coin. » En Haute-Loire dans les mêmes années, une route est prévue sur le mont Mézenc et un marais doit être asséché à Landos pour extraire de la diatomite. Les mêmes personnes se retrouvent ici et là. Un jour sur une manif au Mézenc, les gardes mobiles sont particulièrement virulents. Régine raconte : « On se faisait insulter, tabasser, quand un scientifique est allé voir un gradé avec des documentations sérieuses sur une plante ou une bébette à protéger. Ça a arrêté les engins ! C'est pour ça qu'on avait besoin de tout le monde ! » Des bus sont affrétés pour aller soutenir la lutte du tunnel du Somport en vallée d'Aspe ou contre le barrage de La Borie en Cévennes. Parfois, il y a d'heureuses coïncidences, des orages font brûler des engins lorsque les militant·e·s ponot·e·s sont là. Des « larmes de tractopelles », en plastique fondu, seront ramenées et exposées. En

juin 1991, des militant·e·s manifestent au barrage hydroélectrique de Poutès pour demander sa destruction. Certain·e·s profitent d'une fenêtre ouverte pour déposer une lettre aux agents EDF. Dix personnes, dont Régine, seront jugées et condamnées à payer des amendes.

Un achat des terres par un grand nombre de propriétaires est lancé afin de freiner leur rachat par l'ÉPALA et leur expropriation. C'est une méthode connue et déjà appliquée dans le Larzac ou à La Borie. Le Puy est régulièrement le théâtre de la lutte : la place principale du Breuil est tour à tour occupée pour représenter le futur golf qui serait construit au bord du barrage. Charlélie Couture y fait un concert de soutien. Jacques s'esclaffe : « Ça a été financièrement désastreux, tout le monde écoutait le concert aux terrasses des bars, peu d'entrées ont été payées ! » Comme dans toutes luttes, il y a les pour et les contre. Ça crée parfois des confrontations violentes. Une caravane est incendiée sur le site, des personnes sont insultées. Des tactiques d'intimidations et de menaces sont à l'œuvre. Pendant un temps, Régine recevra de nombreux coups de fil anonymes.

« Ce n'est pas toujours la victoire en chantant »

En 1990 s'ouvre une autre partie de la lutte. À côté de la vie sur le site, il y a le local de SOS Loire Vivante au Puy dans lequel se trament des actions plus institutionnelles comme des marches jusqu'à l'embouchure de la Loire. Il y a aussi la « quatrième solution » : un groupe de chercheur·e·s a fait des études sur les inondations de 1980 et propose un aménagement de la Loire afin de protéger la population des crues et de préserver la vie

sauvage du fleuve avec un élargissement du lit, la suppression de certains obstacles, des aménagements « doux » ponctuels, l'entretien écologique des berges, le respect strict de la non-constructibilité des zones inondables et l'amélioration du système d'alerte de crue. Suite à cet échafaudage, un colloque et une exposition permettent de présenter cette projection au grand public. Sur le cahier de doléances, 1000 contributions sont inscrites, dont 800 favorables à celle-ci. Dans la même période, les panneaux publicitaires commémorant la crue, installés par l'ÉPALA, sont détournés. Les photos initiales montraient une école en préfabriqué flottant sur le fleuve en crue, accompagnée du slogan « Plus jamais ça ». Un collage est organisé pour le remplacer par « Plus jamais d'école en zone inondable ».

Lorsque le comité devient une association officielle, la présidence est reprise par d'autres personnes. Jacques, qui a trouvé du boulot ailleurs, part de Haute-Loire et revient seulement de temps à autre. Des personnes avides de reconnaissance vont sortir du lot, effaçant petit à petit les discret·e·s, les taiseux et taiseuses, les local·e·s, les petites mains. C'est le visage de la lutte qui va rester. En juillet 1991, une première annonce gouvernementale propose l'annulation du barrage de Serre de la Fare. Il y aura comme souvent une grosse fête sur le site qui restera occupé jusqu'à la confirmation de l'abandon du barrage. Régine est un temps salariée de l'association. Lorsqu'elle fait remonter au bureau des problèmes financiers, documents à l'appui, on lui conseille de prendre des vacances. Elle finit par démissionner de son poste. « La lutte prend tout, constate Régine. Je pense toujours à ceux qui luttent et qui perdent.

7 Denis LANGLOIS, *Guide du militant*, Seuil, 1972.

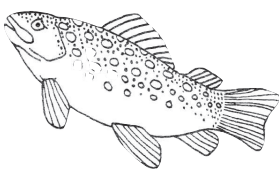
J'ai donné sans compter à la lutte, avec enthousiasme et honnêteté. Quand j'ai été remerciée, j'avais plus rien et pas de quoi me retourner. Pendant dix ans, suite à mes engagements, j'ai pas trouvé de travail au Puy et dans les alentours. Heureusement, nous avons eu la chance d'avoir gagné ! Et puis j'ai eu des amitiés qui ont traversé le temps et les frontières. »

Début 1994, le tribunal administratif de Clermont-Ferrand invalide la déclaration d'utilité publique. L'abandon du barrage de Serre de la Fare sera confirmé par une décision ministérielle qui concernera aussi les autres barrages sur la Loire et ses affluents : la construction du Veurdre sera repoussée de cinq ans puis abandonnée, la capacité de Chambonchard sera réduite, Saint-Étienne-du-Vigan et Maisons-Rouges seront démantelés. Dans l'estuaire, les vasières doivent être restaurées et des voies navigables sont supprimées. C'est une victoire pour Serre de la Fare, mais aussi pour tout le bassin de la Loire qui va ainsi être sauvegardé. La plupart des terres seront rendues à leurs propriétaires. La cabane de la Loire est incendiée par trois personnes. Tout le monde est abasourdi et le site perd ses dernier·es occupant·es. Régine commente : « On nous avait touchés. On avait détruit nos souvenirs. » Un des incendiaires, paysan sur le plateau, est connu depuis le début comme pro-barrage. Ironie de la lutte, ses enfants sont contre et figurent parmi les militant·es actifs et actives. Lorsque leur père est arrêté, certain·es militant·es solidaires vont les aider sur la ferme. « L'idée, c'était de maintenir les paysans, et puis on voulait pas faire porter aux enfants les actions de leur père. Enfin on en a beaucoup discuté comme toujours », précise Régine qui ira filer la main.

L'effacement des petites gens

Jacques et Régine sont des « vieux fourneaux » ou des « vieux chignons » – tout dépend qui des deux le dit –, encore engagé·es dans les luttes actuelles. Humbles, il et elle laissent la part belle aux autres participant·es. Dans une de ses dernières lettres, Jacques m'écrit : « Ne t'attarde pas trop sur moi dans ton article, il y a des dizaines de personnes plus importantes. » Faisant écho à ce que Régine avait dit pendant l'entretien : « C'est difficile de parler des débuts, il y a eu tellement de monde venu mettre sa pierre à l'édifice, des personnes jamais bien mises à l'honneur quand certains après sont sortis du lot et ont cherché les honneurs. Tous ces gens-là, on les a oubliés, c'est normal, on peut pas se rappeler de tout le monde. La lutte a débuté avec des personnes lambda, quelconques qui n'ont jamais laissé leurs noms. » Et Jacques rajoutait : « Ils étaient pas quelconques, ils étaient des amoureux de la Loire, ils étaient directement concernés. » Ces années de lutte ont été une tornade pour des dizaines de personnes et pour ce territoire. Régine et Jacques, avec humour, en décrivent les différentes facettes et actions menées qui rendent ce combat grandiose. Alors, même si Régine et Jacques me racontent leurs luttes, c'est sans oublier que cette victoire doit beaucoup « aux centaines de personnes qui l'ont inscrite dans l'histoire ». Merci à elles, et que longtemps coule l'eau sous le pont de Chadron.

marieke j.
Logo dessiné par
les frères Portal



CONFUSION PAYSANNE

DISCUSSION SUR LES LUTTES DANS LE MONDE AGRICOLE


Au début de l'année 2024, les agriculteurs se mobilisent à travers des manifestations et des blocages routiers pour dénoncer les réglementations dont ils et elles s'estiment les victimes : baisse des revenus, hausse des charges, fiscalité, concurrence imposée par les accords de libre-échange. À l'automne suivant, les rassemblements reprennent, cette fois pour dénoncer la signature d'un accord de libre-échange entre l'UE et les pays du MERCOSUR (Argentine, Brésil, Paraguay, Uruguay, Bolivie).

Cet article est une transcription revue et adaptée d'un entretien radiophonique entre des membres du Syndicat des gardiens de troupeaux d'Ariège et l'émission L'Actualité des luttes, diffusée le 19 décembre 2024 sur Fréquence-Paris-Plurielle.

Le SGT-CGT est un syndicat de bergers, vachers et chevriers salariés, qui existe depuis 2019, et que nous avons déjà présenté dans le numéro 9 de *Nunatak*.

Cet entretien revient sur les réalités d'un monde agricole trop souvent abordé à travers la position de ses exploitants et considéré comme un bloc relativement homogène. Le SGT analyse la production agricole à partir d'un autre point de vue : le rapport employeur / employés.





ADL : On voudrait revenir avec vous sur le « mouvement des agriculteurs » qui s'est déroulé en 2024. Est-ce que vous y avez participé, et pour quelles raisons ?

C : On n'y a pas participé et on a affirmé qu'on n'y participerait en aucun cas. C'est un mouvement qui révèle le fait que la lutte des classes existe bel et bien en agriculture, contrairement à ce qu'on pourrait penser. Que ce soit dans la presse ou chez un certain nombre de militants de gauche (y compris dans les rangs de la CGT¹), on a tendance à véhiculer l'image d'un milieu [l'agriculture] qui serait un peu à part, qui échapperait aux rapports de production tels qu'on peut les définir dans l'industrie, avec des patrons et des exploités. D'abord, quand on parle d'agriculture, on a l'habitude de parler des chefs d'exploitations agricoles, alors que toute une partie de la production est assurée par les salariés. Et quand on parle d'exploitation en agriculture, on oppose d'abord les « gentils petits paysans » et les « méchants exploitants industriels ». Pourtant les revendications portées de manière relativement unanime dans ce mouvement sont partagées par les gros et les petits. Elles concernent surtout le niveau des revenus

et l'abaissement des « normes » environnementales et sociales, qu'on n'a aucun intérêt à voir abaissées en tant que salarié·e·s.

D : Il faudrait arrêter d'utiliser le terme de « mouvement d'agriculteurs ». C'est un mouvement d'exploitants agricoles. Dans le monde agricole, il y a plusieurs situations vis-à-vis des moyens de production. Il y a ceux qui les possèdent, et ceux qui vendent leur force de travail pour pouvoir vivre. D'après les données de l'AGRESTE, l'institut qui produit des statistiques sur l'agriculture en France, on aurait à peu près 38% de salarié·e·s parmi les actifs agricoles. Je parle en « équivalent temps plein », car il y a aussi beaucoup de contrats courts et de travail saisonnier (30% des salariés agricoles). Malgré ces chiffres, les salariés restent invisibles et on ne parle de l'agriculture qu'à travers leurs employeurs.

C : On peut aussi préciser que suite à la première vague de mobilisation, les exploitants ont réussi à obtenir un certain nombre « d'avancées » qui sont loin d'être des avancées pour le salariat agricole. On pense en particulier au fait de faire reconnaître l'agriculture comme « secteur en tension ». Ce statut facilite le recours à des travailleurs étrangers toujours plus

précarisés dont la situation est déjà désastreuse². Ce sera encore plus facile d'aller chercher un salariat toujours plus précaire, comprimer toujours plus le coût du travail. Déjà, considérer le travail comme un simple « coût » et comme une variable d'ajustement, ça dit quelque chose de la manière dont on aborde la production. On est bien sur une grille de lecture libérale, sur les fondamentaux de l'économie capitaliste. En plus du recours aux travailleurs étrangers, les exploitants se sont aussi vus accorder un certain nombre de « simplifications », ce qui est rarement une bonne nouvelle pour les salarié·e·s, puisque tout ce qui concerne notre protection sociale est considéré comme trop « complexe ».

ADL : Est-ce que vous pouvez nous donner une image de ce qu'est le monde des salariés agricoles ?

B : C'est quand même un boulot où le prolétariat est relativement isolé. C'est-à-dire qu'on se retrouve souvent seul·e à travailler avec un patron qui évite de se positionner comme un patron, même si c'est bien lui qui décide. Il y a un rapport paternaliste aux salarié·e·s, peut-être les vestiges du temps de l'exploitation familiale et des domestiques de ferme. Nous en face, soit on est seul, soit on est une poignée de gens assez

mobiles. Ça rend l'organisation plus compliquée.

Chez les gardien·ne·s de troupeaux, on est même dans une situation encore plus bizarre où on est l'unique salarié·e de plusieurs éleveurs. Autant dire que le rapport de force nous est plutôt défavorable. On peut assez vite développer une certaine proximité avec nos employeurs et avoir l'impression qu'on fait le même métier. Ça contribue à flouter totalement les rapports d'exploitation et de domination. Tes patrons sont des interlocuteurs directs, parfois des potes, des voisins, ou même des fois des gens qui te logent presque chez eux, dans une annexe, ou dans une caravane sur leur ferme. Comme le salariat agricole c'est souvent du travail saisonnier, on est amenés à se déplacer, parfois loin de chez nous, ce qui participe à notre isolement. On comprend mieux que le discours dominant soit celui de nos employeurs : on est absorbés dans leur rapport au travail et à la production et on a facilement tendance à interioriser ces discours-là. C'est là qu'il y a un enjeu pour nous à nous organiser, à construire notre propre discours et notre propre rapport au travail. C'est le rôle du syndicat, entre autres. Bien sûr que les exploitants ont des galères, mais l'empathie qu'on peut avoir pour eux ne doit pas nous couper de nos collègues.

1 À l'instar de Sophie Binet, la secrétaire générale de la CGT, qui a soutenu publiquement ces mouvements.

2 Bobby, « On a voulu des bras mais ce sont des humains qui sont venus. Petit récit d'une exploitation agricole moderne, le « travail détaché », *Nunatak* N°7, octobre 2021.

C : On est dans une société où le travail n'a plus beaucoup de sens. Parce qu'il se rapporte à une activité qui est surtout liée à la génération de profits pour produire des choses plus ou moins utiles. Dans l'agriculture, le rapport à ce qu'on produit est quand même beaucoup plus palpable. Il y a un peu ce côté où tu t'attaches au sens, dans une certaine mesure et avec beaucoup de guillemets, tu trouves une certaine satisfaction dans le lien à ce que tu produis. En tout cas c'est ce que je ressens en tant que bergère, et je ne dois pas être la seule parce qu'il y a tout ce blabla autour du « travail passion ».

Il faut dire aussi qu'on n'est pas toutes et tous passionné·es par notre travail, notamment dans d'autres secteurs de la production agricole. Il y a des gens qui arrivent là parce que le marché de l'emploi ne leur a rien laissé d'autre. Il y a aussi de la précarité dite « choisie », c'est une expression qu'il faut dénoncer. On peut développer tout un enrobage théorique autour d'un « mode de vie », de la liberté qu'on aurait en ne travaillant pas tout le temps, mais la question c'est de savoir entre quoi et quoi on avait « le choix ». On sait très bien que beaucoup de choix sont des non-choix.

Pour en revenir aux gardiens de troupeaux, il y a beaucoup de personnes en reconversion qui accordent une grande importance à une forme de rétribution symbolique, dont je parlais juste avant. C'est-à-dire qu'ils ne sont pas forcément

valorisés par leur employeur, mais ils ou elles se disent « Bon, je fais un truc qui a du sens, et c'est pas grave si je dors dans ma bagnole, si je n'ai pas d'eau potable parce que je fais quelque chose qui me plaît. » Le problème de ce discours sur la passion et la rétribution symbolique, c'est qu'il efface complètement des questions qui sont quand même essentielles : comment et pourquoi on travaille ? Est-ce qu'on peut bosser dans les meilleures conditions possibles pour nous, pour les animaux ? Est-ce que notre travail est utile ? Et surtout, est-ce qu'il nous permet de vivre dignement ?

Mais prendre la parole pour nous-mêmes, c'est quelque chose qui nous est reproché. Là encore, le fait que le regard soit rivé sur les exploitants pose une difficulté : on parle de nous, de nos conditions de travail, et on nous répond « vous êtes méchants avec ces pauvres agriculteurs », « vous allez tuer le métier ». Comme si on était responsables de leur situation. On s'est assez justifiés, on ne peut pas passer notre temps à nous excuser, on ne peut pas nous effacer toujours devant leur nombrilisme. L'empathie qu'on donne, quand est-ce qu'on la reçoit ? En fait ce qu'on nous reproche, c'est de sortir du rôle de domestique docile auquel on a été assignés, ce domestique pour lequel « on a tellement fait » et qui trahit son papa, son patron.

ADL : Et vous, vous essayez de faire en sorte de visibiliser cette question du salariat agricole ?

B : Oui, c'est une des premières missions qu'on se donne, visibiliser tous les salariés agricoles. On a du mal à savoir combien on est. Rien que pour les gardiens de troupeaux on estime qu'on est environ 1500 en France³, mais on n'est pas vraiment recensés, à notre connaissance. En tout cas on n'a pas réussi à obtenir de chiffres précis de la part de la MSA. Pareil pour le recensement des accidents du travail, on est très mal informés. On essaie à notre échelle de garder une trace des accidents qui nous sont signalés et de leurs conséquences. Pareil pour tous les types de violences qu'on peut subir. On fait ça, à la fois pour pouvoir se défendre, mais aussi pour pouvoir construire une vision réaliste de notre travail, à la fois de son ampleur (combien on est) et des

conditions dans lesquelles on l'exerce. Une chose est sûre et documentée, les cas de suicide au travail sont plus nombreux chez les salariés agricoles que chez les agriculteurs exploitants⁴.

D : Pour revenir à notre rapport à nos employeurs, on peut dire qu'il y a une typologie du patronat agricole. Pour faire simple, d'un côté, le patronat réactionnaire et libéral, type Coordination rurale ou FNSEA. De l'autre côté, un patronat agricole qui se dit progressiste comme la Confédération paysanne. On va mettre là-dedans à peu près tous les collectifs qui se définissent comme paysans. Dès qu'on te parle de « collectifs paysans » ou de « collectifs de travailleurs paysans », derrière tu as des petits exploitants et des petits propriétaires, et donc ceux-là aussi participent à l'invisibilisation des salariés agricoles parce que leurs intérêts et leurs enjeux, ce n'est pas une lutte de

3 Le ministère de l'Agriculture et de l'alimentation estime qu'on serait plutôt aux alentours de 3000 dans son « Plan national d'actions sur le loup et les activités d'élevage 2018-2023 ». Le Service de la statistique et de la prospective du ministère recense les salariés agricoles des différentes catégories (permanents ou saisonniers) selon le type d'exploitation (ovins/caprins, bovins...), mais la sous-catégorie des bergers salariés n'est pas mentionnée. Le document se base sur les témoignages des gardien·ne·s de troupeaux eux-mêmes ainsi que sur les données des services pastoraux pour fournir une estimation.

4 « La mortalité par suicide au régime agricole : une préoccupation majeure pour la MSA », *Infostat Presse*, juillet 2021. Les résultats montrent que les assurés agricoles ont un risque plus élevé de décès par suicide que la population générale. Les personnes affiliées au régime agricole, consommant des soins et âgés de 15 à 64 ans, ont un risque de mortalité par suicide supérieur de 43,2% à celui des assurés tous régimes de la même tranche d'âge. Ce sur-risque est de 36,3% pour les non-salariés et atteint 47,8% pour les salariés agricoles.

classes, mais c'est la concurrence avec les gros exploitants. Ils déplacent le curseur de la conflictualité, et nous, on n'existe pas là-dedans. La conflictualité de classe entre ceux qui possèdent les moyens de production et ceux qui n'en possèdent pas, ça n'existe pas pour eux. Ils tiennent à se dire paysans et rejettent le terme d'exploitants. On trouve cette notion un petit peu hors sol, cet imaginaire déconnecté de la réalité. En tout cas, le résultat est que le salariat agricole n'existe plus. Alors on est obligés, nous, de le faire émerger et de le faire exister en leur rentrant un petit peu dans la gueule de temps en temps.

B : Parmi ces exploitants-là, il y a beaucoup de gens qui veulent se distinguer des exploitants agricoles conventionnels. Souvent, il y a chez eux une culture politique plus ancrée à gauche, mais une gauche petite-bourgeoise qui défend son statut de propriétaire des moyens de production. Mais même lorsqu'ils sont plutôt « petits » – et il faudrait voir ce qu'on entend par « petit » en 2025 – ils accèdent à la propriété, et deviennent employeurs de main-d'œuvre, au moins de manière saisonnière, ou ont des stagiaires ou des *woofers*. C'est vrai qu'ils sont précarisés dans leur rapport aux distributeurs, aux banques, bref aux structures du capital. C'est vrai qu'ils sont

mis en concurrence les uns avec les autres, et qu'ils n'ont plus réellement les mains libres sur l'organisation de leur travail. Mais c'est la suite logique du modèle de production capitaliste : la prédation de la grande bourgeoisie qui bouffe la petite. C'est autre chose que de l'exploitation à proprement parler. Et justement on aimerait qu'ils se rendent compte que ce système est mauvais pour eux aussi. À terme ils redeviendront prolos, c'est mathématique. Donc au lieu de nous invisibiliser, ils devraient s'intéresser un peu à nos luttes. La première étape c'est de sortir du déni et d'assumer leur place d'exploitants agricoles, puis d'assumer les rapports d'exploitation entre exploitants et travailleur·euses. On le dit tout le temps, il y n'a pas de jugement moral là-dedans, c'est juste une analyse matérialiste.

ADL : J'aurais besoin d'un éclairage de votre part sur les enjeux qui sont mis en avant par la signature du Mercosur.

D : Le Mercosur, c'est des traités commerciaux qui ont été négociés entre la grande bourgeoisie agricole européenne et la grande bourgeoisie agricole en Amérique du Sud pour établir des échanges et faire du profit international. C'est un accord entre grands monopoles internationaux. Ça va pas plus loin que ça. La

réalité pour les salariés agricoles est que dans ces traités, il n'y a rien sur le traitement social de la main-d'œuvre. Je ne pense pas que les salariés aient un intérêt à suivre des mouvements de contestation menés par des patrons ou même des petits patrons, ce n'est pas un combat qui les concerne à titre collectif.

B : Le Mercosur existe depuis vingt ans, même un petit peu plus. C'est juste un traité de libre-échange qui est axé sur le fait de baisser encore plus les droits de douane. En réalité, c'est pas « d'un coup le Mercosur arrive, et il y a l'ouverture des frontières », c'est un processus très, très long et ça fait longtemps que ça existe. Une des conséquences du capitalisme, c'est la division toujours plus poussée du travail. Plus on avance, plus des espaces sont assignés à la production industrielle, d'autres à la production de services, et d'autres à la production agricole. En quelque sorte, cette division-là se mondialise. Ça coûte moins cher d'importer des bœufs qui viennent d'Amérique latine, plutôt que de subventionner une agriculture raisonnée et diversifiée en France. On a souvent entendu les agriculteurs dire que dans ces pays-là on produisait pour beaucoup moins cher. On ne les a pas beaucoup entendus interroger le pourquoi du comment. En tant que syndicat on veut poser

ces questions-là : dans quelles conditions on travaille et on produit ? Qu'est-ce que ça coûte humainement de diminuer toujours plus le coût du travail pour des logiques concurrentielles ?

C : Du côté de la Conf la question écologique est souvent mise en avant. Pour commencer, je suis toujours dérangée qu'on pense à parler de pesticides avant de penser aux travailleurs et travailleuses qui les respirent toute la journée. Ensuite, c'est bien de dénoncer la dévastation de l'environnement, mais quand on fait ça sans dénoncer le modèle capitaliste en lui-même, on laisse croire qu'un capitalisme vertueux peut exister. C'est tout le *bullshit* qu'on peut entendre autour du capitalisme vert. Comme si les besoins d'expansion du capital pouvaient se brider eux-mêmes au profit d'une production qui serait vertueuse. C'est pas comme ça que fonctionne le capitalisme. Y croire est non seulement illusoire, mais c'est dangereux. On perd un temps que l'on n'a pas en persistant à croire qu'il y a un plan B, un plan C, un plan Z à l'intérieur du capitalisme. L'enjeu de l'écologie, c'est de reprendre la main sur la production pour décider collectivement de ce qu'on produit, et de comment on le produit. Et si on veut faire ça, il faut arrêter de chercher par tous les moyens à nier les



rapports de classe et désigner les choses telles qu'elles sont, observer les rapports de production : qui possède le capital, qui ne le possède pas, qui produit la valeur, les travailleuses et les travailleurs. On a plus que jamais besoin d'une conscience de classe. On ne ramènera pas le capital à la raison.

ADL : Si on regarde bien le discours qui a été porté dans les médias, au-delà d'un « bien produire », qui est finalement une notion un peu floue dans laquelle on ne sait pas quelles vont être, par exemple, les conditions du salariat agricole, c'est aussi le patrimoine de la France, son agriculture qui est en jeu. Et il y avait une espèce de petite atmosphère un peu patriotique.

C : Oui le fait de produire français a été mis en avant. On ne peut pas aller contre l'idée de produire notre alimentation le plus localement possible, c'est une évidence. Par contre, la mondialisation ne les dérange pas quand il s'agit d'exporter de la viande de cheval, des céréales ou du vin. Il n'y a pas d'opposition de principe, d'opposition politique à la mondialisation des marchés, la FNSEA est même carrément pour. En gros, tant qu'ils gagnent, les règles du jeu leur conviennent. Et dès qu'ils commencent à perdre, ils veulent arrêter de jouer.

Sur les ronds-points on a vu des pancartes de la FNSEA et des JA qui disaient « notre fin sera votre faim ». Effectivement, en termes d'image, les agriculteurs aiment rappeler que c'est eux qui nous nourrissent. Mais ce slogan est d'une naïveté terrible, c'est la preuve d'une méconnaissance totale du fonctionnement du capitalisme à l'ère mondialisée. Dans l'absolu, on peut très bien produire un

tas de trucs de manière ultra-industrialisée aux quatre coins du globe et ne pas du tout crever de faim. C'est-à-dire que leur fin ne sera pas forcément notre faim. Ce serait un désastre écologique, humain, social. Mais ce slogan-là, il ne tient pas debout.

D : J'aimerais repasser par la question des normes pour préciser que le patronat agricole français n'a pas attendu le Mercosur pour agir sur les normes. La destruction des normes sociales et environnementales en agriculture, c'est un long travail qui a démarré dans les années 1960. Le terme de « travailleur occasionnel » apparaît en 1999, permettant d'avoir des exonérations de cotisations patronales sur l'embauche d'un travailleur. Et quelques années plus tard, on crée le TESA, qui permet d'embaucher des salariés en n'étant pas « contraint » – ça, c'est le vocabulaire des agriculteurs eux-mêmes – de subir toutes ces normes sociales infâmes qui obligent par exemple à rédiger un contrat de travail. Par rapport à tout le patronat des autres secteurs économiques, le patronat agricole bénéficie déjà, depuis longtemps, d'un émiettement des normes sociales et environnementales. Aujourd'hui, même un employeur de la Confédération paysanne, opposé à l'abaissement des normes sur les pesticides, se satisfait tranquillement de l'émiettement des normes sociales.

ADL : Justement, pendant que tout ce bruit était fait sur la question du Mercosur, d'autres enjeux étaient mis en silence, et des enjeux qui pour le coup, vous concernent plus directement ?

C : Depuis la mobilisation des agriculteurs, quasiment à chaque fois qu'on est en dialogue avec la FNSEA [le syndicat

patronal majoritaire], la discussion démarre par « c'est pas facile pour nous en ce moment ». Voilà, donc ça chouine. Avec cette posture-là, tous les prétextes sont bons pour faire traîner en longueur les négociations : annulations et reports de séances, propositions de négociations en visio. À quel moment ça peut être satisfaisant de négocier sur des enjeux aussi importants en visio avec beaucoup d'interlocuteurs à la fois, déjà que la prise de parole n'est pas toujours simple quand on est en présence les uns des autres ?

ADL : Comment est-ce que vous vous placez au sein de ce monde politique-là ? Avec qui, par exemple, vous avez l'habitude de travailler, et avec qui vous aimeriez bien travailler ? Ce serait quoi pour vous les perspectives à mettre en avant et à essayer de faire vivre dans ce monde agricole qui n'est pas dénué de conflictualité ?

B : On veut travailler avec tous les prolétaires contre les patrons pour la révolution mondiale.

C : Si on en revient à la conscience de classe, on doit s'unir à tous les exploités.

Bien sûr, on doit procéder par étape et à notre échelle. Il y a d'abord l'enjeu de rassembler les ouvrières et les ouvriers agricoles, quelle que soit leur production. La suite logique c'est de se rapprocher des salariés de l'agro-industrie. On appartient à la même fédération, mais entre appartenir à une fédération, et se connaître, s'organiser réellement ensemble, il y a du travail. Et puis il y a aussi tout un enjeu autour de la précarité et des chômeurs. En tant que saisonniers, on est par essence précaires. Si on sort un peu de la question de la production agricole pour aller vers une approche plus interprofessionnelle, on peut créer du lien entre tous les précaires qui sont de plus en plus nombreux dans tous les secteurs. Il semblerait logique qu'on s'organise avec l'ensemble des saisonniers et pourquoi pas des intérimaires. Je pense donc aux camarades des comités chômeurs, intérim et saisonniers de la CGT, avec lesquels on commence à travailler.

D : On va pas faire de village de Schtroumpfs avec la Confédération paysanne. C'est pas l'objectif.



B : On joue sur le rapport de force. Même si on est un peu confinés à des actions défensives : on est dans un secteur où les employeurs sont tellement habitués à ne rencontrer aucune résistance, que le fait de s'organiser c'est déjà un choc pour eux. Réclamer des négociations sur nos conditions de travail, c'est un début. Il y a aussi les prud'hommes, réussir à envoyer des employeurs aux prud'hommes pour vraiment commencer à foutre la trouille à tout le monde, que l'impunité cesse. On se réapproprie le droit du travail. On cherche à conscientiser notre condition pour sortir de cette empathie pour nos exploiteurs qui nous confine à l'inaction. Conscientiser l'exploitation c'est commencer à pouvoir se défendre.

ADL : Ce qui est intéressant dans votre discours, c'est que vous l'articulez autour de la place que vous avez au sein des rapports de production et non pas spécifiquement en fonction du domaine de production.

C : On a une lecture matérialiste des rapports sociaux, et on les pense en termes de lutte des classes.

Aujourd'hui on est sur des luttes défensives, on essaie de se protéger les uns les autres. C'est déjà essentiel, dresser le bouclier ensemble c'est déjà énorme. Mais arrive aussi un moment où il faudra qu'on

ait constitué des forces suffisantes pour faire cesser les attaques. Il nous appartient de signifier à tous nos comparses et compères que notre force existe, qu'on peut la déployer et que le travail nous appartient, que la production nous appartient. Et le jour où on franchira ce cap, on pourra espérer construire complètement autre chose.

Anéantir les rapports d'exploitation, c'est aussi laisser beaucoup plus d'espace aux luttes qui se mènent avec la lutte des classes mais dans une certaine autonomie : les luttes féministes, antiracistes, décoloniales, anti-validistes. Bref, toutes les luttes émancipatrices qui gagnent à voir le capitalisme par terre. Il y a aussi toutes ces questions-là sur lesquelles on a du travail. Autant dire qu'on a beaucoup de travail.

Pour aller plus loin, vous pouvez écouter l'enregistrement de la discussion publique organisée à l'occasion d'un rassemblement de gardien·ne·s de troupeaux à Saint-Jean-du-Gard en avril 2025 : « "Paysannerie" et luttes des classes : pourquoi le "mouvement paysan" – tel qu'il se construit aujourd'hui – reste un frein, voire une impasse, pour les luttes du salariat agricole ? » sur sgtctg.noblogs.org

Photos de Célia (vallée de l'Ubaye)

